



HAL
open science

**QualipSO-Une alimentation de qualité dans la
restauration collective publique comme levier d'une
transition agricole, écologique et sociale. Une
recherche-action sur le territoire de la rive droite de la
métropole bordelaise**

Nicolas d'Andrea, Benjamin Chambelland, Bernard Davasse, Pascal Tozzi,
Nathalie Corade, Maëlle Bouldoire, Luc Greffier, Ebène Hames, Yannick
Hernández, Didier Laugaa, et al.

► **To cite this version:**

Nicolas d'Andrea, Benjamin Chambelland, Bernard Davasse, Pascal Tozzi, Nathalie Corade, et al.. QualipSO-Une alimentation de qualité dans la restauration collective publique comme levier d'une transition agricole, écologique et sociale. Une recherche-action sur le territoire de la rive droite de la métropole bordelaise. [Rapport de recherche] UMR 5319 Passages, CNRS, UR ETBX, INRAE, ENSAP de Bordeaux, IUT Bordeaux Montaigne. 2022. hal-03690986

HAL Id: hal-03690986

<https://hal.science/hal-03690986v1>

Submitted on 8 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

QualipSo

Une alimentation de qualité dans la restauration collective publique
comme levier d'une transition agricole, écologique et sociale :
une recherche-action sur le territoire de la rive droite de la métropole bordelaise

Rapport d'activité
Juin 2022

Projet
soutenu par

Fondation
de
France

Coordination scientifique

Nicolas d'Andréa
Bernard Davasse
Pascal Tozzi
Nathalie Corade

Animation de la recherche-action

Benjamin Chambelland

Contributeurs

Maëlle Boulloire
Benjamin Chambelland
Nathalie Corade
Bernard Davasse
Luc Greffier
Ebène Hames
Yannick Hernandez
Didier Laugaa
Grégoire Le Campion
Abdourahmane Ndiaye
Miora Ratovonirina
Raphael Schirmer
Pascal Tozzi

Laboratoires

PASSAGES - UMR 5319 du CNRS
INRAe - UR ETBX



Sommaire

<i>Introduction générale</i>	6
1. Une recherche directement reliée à l'action	9
1.1. <i>Problématique et orientations de recherche</i>	10
1.2. <i>Difficultés rencontrées et rebonds amorcés</i>	13
1.3. <i>Organisation du travail collectif</i>	15
2. Les principaux résultats de la recherche	19
2.1. <i>Introduction</i>	20
I # Pratiques socio-spatiales de la restauration collective publique du territoire.....	22
II # Proposer et accompagner les activités agro-écologiques en milieu urbain dense	44
III # Dynamique participative impliquant les acteurs locaux.	64
2.2. <i>Communication des travaux engagés</i>	84
2.3. <i>Évaluation de la recherche-action</i>	86
3. Une implication des formations motrice d'innovation pédagogique et d'action	93
3.1. <i>Introduction</i>	94
3.2. <i>Des contextes pédagogiques variés</i>	95
3.3. <i>Les apports en termes d'innovation pédagogique</i>	105
3.4. <i>Conclusion</i>	110
4. Équipe de recherche	114
5. Partenaires	115
6. Annexes	117

Introduction générale

Ce rapport d'activité décrit comment QualipSo, recherche-action soutenue par la Fondation de France et la Fondation Daniel et Nina Carasso depuis 2020, contribue à inspirer et mettre en œuvre la dynamique de transition sociale et agro-écologique de la restauration collective sur le territoire de la Rive Droite, dans l'agglomération de Bordeaux. Le choix d'un financement post-doctoral associé à la coordination du Projet Alimentaire Territorial Rive Droite en a constitué la cheville ouvrière. Outre son implication décisive dans la genèse des actions du PAT qui se déploient concrètement et s'amplifient depuis 2021, le chercheur-chargé de mission est indissociable de la mise en relation entre chercheurs, services des collectivités, acteurs de l'ESS, étudiants et habitants. Les objectifs généraux et conditions de ce travail sont décrits en partie 1.

L'observation scientifique s'est directement nourrie des actions du PAT et inversement. En lien avec cette logique circulaire débouchant sur des objets et options d'analyses très variés, l'équipe a été confrontée à la nécessité de sélectionner les terrains tout en conservant une forme de représentativité, ce qui l'a conduite à un empan plutôt large, multiscalaire, résolument pluridisciplinaire, mais non exhaustif. Dans la partie 2, il est ainsi notamment question du rôle des agentes de restauration dans la lutte contre le gaspillage, d'observatoire des pratiques alimentaires des ménages, de monographie d'un centre social, du complexe « biodiversité-agriculture-planification urbaine » concernant une parcelle de 11 ha, de la relation PAT & justice sociale, de l'adhésion des acteurs de l'ESS, des réseaux d'acteurs extra-territoriaux et d'un projet d'observatoire photographique.

Mener à bien cette ambition scientifique dépasse le cadre contractuel dont il est ici question, pour des raisons évidentes d'ampleur mais aussi de programmation des actions du PAT dans le contexte de la crise sanitaire survenue en mars 2020 au moment même où la recherche-action démarrait. Les perturbations occasionnées par les périodes de confinement successives ont

ralenti l'action publique et entraîné plusieurs reports en matière de relevés de terrain, de réunions et autres séminaires. Ces empêchements, mais aussi le nouvel éclairage porté sur la souveraineté alimentaire, ont conduit à étoffer l'équipe et formuler de nouvelles perspectives pour les mois et les années à venir (élargissement des partenariats d'enseignement et de recherche, renforcement des collaborations techniques et financières, meilleure définition des intentions et des méthodes, mise en place d'objectifs renouvelés). La programmation de la présente recherche-action initialement prévue sur 2 ans (2020-2021) est aujourd'hui projetée sur 4 ans (2020-2023).

Enfin, ce rapport met également l'accent sur l'importance de l'enseignement dans la recherche-action (partie 3). La diffusion des expérimentations locales, la sensibilisation à cette transition agricole, écologique et sociale passe nécessairement par l'implication des étudiants, des citoyens et des futurs professionnels. Malgré les difficultés ponctuelles d'accès au terrain et aux acteurs, le collectif d'enseignants-chercheurs s'est attaché à promouvoir ce champ des politiques publiques dans des formations de chaque site (IUT Bordeaux Montaigne, ENSAP Bordeaux, Bordeaux Sciences Agro). Ces expérimentations ont contribué à l'innovation pédagogique dans les formations concernées mais aussi à la production de données, à la création de liens avec les usagers de services, les acteurs professionnels, à l'émergence de vocations. Là encore, cette dynamique ne s'interrompt pas avec le présent contrat, elle va s'inscrire durablement dans les pratiques pédagogiques, compte tenu de la pertinence du sujet et de la satisfaction des enseignants et étudiants à s'y confronter.

Partie 1.

Une recherche
directement reliée à
l'action

1.1. Problématique et orientations de recherche

Le projet s'intéresse à la question de l'alimentation de qualité dans la restauration collective publique et à son inscription dans un projet de territoire où lequel s'articulent étroitement (i) les enjeux d'une production agro-écologiques de proximité, (ii) enjeux sociaux d'insertion, d'emploi, de formation ou d'éducation et (iii) enjeux de préservation de l'environnement et d'un cadre de vie de qualité.

Le territoire de la recherche est celui du Grand Projet des Villes de la Rive Droite (GPV) de la métropole Bordelaise, rassemblant les quatre communes de Bassens, Cenon, Floirac et Lormont (figure 1). Ce territoire se caractérise par des zones urbaines denses et des populations parmi les plus fragiles du territoire métropolitain (figure 2). Les GPV sont des outils relevant des politiques publiques urbaines créés en 1999 dans l'objectif de renforcer les projets éco-socio-spatiaux en faveur des quartiers les plus en difficulté.



Figure 1 : Carte de situation du GPV Rive Droite au sein de la Métropole de Bordeaux.
Source : Benjamin Chambelland – 2019

7 QPV
28 000 habitants

QPV Rive Droite
Taux de
pauvreté

Taux de
chômage

42%

De la population totale
QPV de la Métropole

30%

14% sur la Métropole

20%

À Lormont et Cenon

14% sur la Métropole

Part des
16-24 ans non
scolarisés et
sans emploi

27 à 39 %
selon les QPV

13% sur la
Métropole

Figure 2 : Indicateurs sociaux du territoire du GPV Rive Droite. Source : GPV Rive Droite – 2021

En soutenant une action dans le domaine de l'alimentation, les quatre communes de la Rive droite souhaitent aujourd'hui s'inscrire à la fois dans la dynamique transitionnelle vers une alimentation durable enclenchée par Bordeaux Métropole depuis 2015, tout en inscrivant cette transition dans une dynamique d'équité sociale. Cette dynamique s'ancre dans la mise en œuvre d'un Projet Alimentaire de Territorial¹ (PAT). De ce point de vue, le projet est original : il ne fait pas de l'alimentation une fin, mais un moyen permettant de favoriser des modalités innovantes d'insertion sociale et de mettre en place des actions à visée agro-écologiques dans les territoires. Sur le plan scientifique, il ne s'agit pas seulement d'analyser la faisabilité d'un projet territorial autour de l'alimentation, mais bien de travailler la question alimentaire en l'intégrant dans un questionnement reliant enjeux de production agricole de qualité et de proximité, d'équité sociale, de préservation de l'environnement et de prise en compte des dynamiques paysagères.

¹ Labellisé par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation depuis novembre 2021

Trois orientations de recherche sont proposées :

1 #

Analyser et développer les pratiques socio-spatiales de la restauration collective publique du territoire vers une alimentation de qualité respectueuse de l'environnement ;

2 #

Proposer et accompagner des activités agro-écologiques en milieu urbain dense pour contribuer à l'accroissement d'une production locale de qualité tout en y intégrant les enjeux locaux d'insertion, de formation et d'emploi ;

3 #

Animer et observer une dynamique participative impliquant les acteurs locaux (élus, techniciens, agents de services, mais aussi les autres citoyens, tels que les élèves, les parents et les l'entreprises de l'ESS) vers une transition agricole, écologique et sociale à la fois.

1.2. Difficultés rencontrées et rebonds amorcés

La crise sanitaire

La crise sanitaire vécue depuis mars 2020 a eu un impact sur le déroulement de cette recherche. Le ralentissement des élections municipales, d'une part, les conditions de travail générées par cette crise, d'autre part, ont fragilisé le déploiement d'actions locales support et moteur de la recherche. Cette situation a eu des répercussions sur les conditions matérielles et sociales de développement de ce projet. D'autant plus pour les acteurs de la restauration collective publique du territoire qui ont été fortement impactés par l'évolution de la gestion de cette crise. Dans ces conditions, la dynamique socio-éducative a notamment été affaiblie.

En outre, face à la nécessité d'adapter de façon urgente leur enseignement et d'accompagner les étudiants déstabilisés par cette situation, les enseignants-chercheurs engagés dans le programme QualipSo n'ont pas pu s'impliquer autant que souhaité dans cette démarche. Les premiers mois (mars-août 2020) ont été les plus délicats. Depuis septembre 2020, l'organisation collective s'est néanmoins progressivement affinée et mise en place.

Dans un même temps, cette crise sanitaire s'est avérée être révélatrice d'enjeux à caractère écologique et social, initialement non perçus sur le territoire étudié. Des chantiers de recherche, complémentaires et localisés, ont donc été ouverts. Malgré cette situation, l'un des retours positifs est l'élargissement progressif du collectif. Le ralentissement du programme de recherche a été, en fin de compte, un levier permettant l'intégration de nouvelles personnes dans le collectif.

Un calendrier électoral contraignant

L'année 2020 a été une année en partie dédiée aux élections municipales. Cette temporalité, mise à mal par la situation sanitaire du Covid-19, a généré un ralentissement des prises de décision et des capacités d'action. Suite aux élections, pour les techniciens de la collectivité, il a été nécessaire d'informer les nouveaux élus des projets déjà engagés. Du côté des élus, l'enjeu a été de transmettre leurs orientations politiques entraînant potentiellement l'émergence de nouveaux projets. L'enjeu commun a été de construire progressivement une vision et un discours partagés. De ce fait, les croisements entre les acteurs de l'action publique et ceux issus de l'enseignement et de la recherche ont été plus délicats à mettre en place. Les collectivités ayant eu besoin après les élections d'un temps pour « poser les choses », les enseignants-chercheurs préférant s'inscrire dans une dynamique collective souhaitée. Néanmoins, le choix initial de positionner l'un des membres du programme de recherche au cœur des processus sociaux, techniques, financiers et politiques de l'action publique (poste rattaché au CNRS mais associé au GPV à mi-temps) a permis d'être à l'écoute et de partager les attentes et les besoins des différents acteurs impliqués. L'animation du programme de recherche a ainsi pu se poursuivre en prise directe avec l'action publique. Cela s'est avéré un véritable atout dans le contexte de crise vécu.

L'apport des ateliers pédagogiques

QualipSO associe trois établissements d'enseignement supérieur : l'Université Bordeaux Montaigne (UBM), Bordeaux Science Agro (BSA) et l'École Nationale Supérieure d'Architecture et du Paysage de Bordeaux (ENSAP Bx).

Malgré les contraintes organisationnelles liées au contexte sanitaire ayant entraîné un cadre pédagogique fluctuant et la nécessité de travailler en partie en distanciel – à distance des uns et des autres, mais aussi à distance du terrain – 7 ateliers pédagogiques ont été mis en place entre septembre 2020 et avril 2022.

L'un des apports du travail des étudiants a été de développer des interactions fortes entre la recherche et l'action, entre les chercheurs (souvent aussi enseignants) et les acteurs. Dans ce cadre-là, une série d'entretiens avec les principaux interlocuteurs de l'action publique a pu avoir lieu. Les restitutions des travaux des étudiants ont permis d'initier des débats entre des élus, des techniciens et des enseignants-chercheurs. La dernière partie du présent rapport est l'occasion de revenir sur les dynamiques d'innovations pédagogiques expérimentées tout au long de cette recherche.

1.3. Organisation du travail collectif

QualipSo se structure autour d'un co-pilotage à la fois scientifique et opérationnel.

- La coordination et le co-pilotage scientifique sont assurés par Nicolas d'Andréa, MCF (UMR Passages), Nathalie Corade, MCF, (INRAe), Bernard Davasse, PR (UMR Passages), Pascal Tozzi, PR (UMR Passages). Dans son périmètre actuel, QualipSo réunit un collectif de 9 enseignants-chercheurs et d'1 ingénieur d'étude qui se réunit tous les 2 mois.
- L'animation du programme garantissant le lien entre recherche et action territoriale, est assurée par Benjamin Chambelland (chercheur post-doctorant à l'UMR Passages et associé au GPV Rive Droite). Son temps de travail est réparti à 50% dédié à l'action en tant qu' « animateur du Projet Alimentaire de Territorial Rive Droite » au GPV et 50% dédié à la prise de recul et à l'animation du programme de recherche.

Un collectif composé de 4 élus et de 8 techniciens des villes du GPV (Bassens, Lormont, Cenon, Floirac) se réunit tous les 3 mois.

- Le pôle de compétences Analyses et Représentation des Données (ARD) de l'UMR Passages travaille en étroite relation avec les chercheurs et enseignants-chercheurs de QualipSo. Grégoire Le Campion et Pablo Salinas-Kraljevic soutiennent notamment le data mining, l'implémentation d'outils collaboratifs (stockage et partage des données), l'élaboration du SIG et l'analyse de données statistiques, de réseaux et de corpus textuels. L'équipe contribue par ailleurs fortement à l'intégration des stagiaires du programme.

La présente recherche-action s'inscrit également dans une dynamique partenariale plus large en lien avec le développement du PAT de la Rive droite dont les contours de la gouvernance s'est progressivement affinée (figure 3). La gestion de la diversité des acteurs impliqués (publics, privés et de la société civile) s'exprime à travers des rythmes variés. Au quotidien la recherche-action est incarnée par l'animateurs du PAT (Post-doctorant) en lien avec l'équipe du GPV, celles des villes concernées et de la Métropole. Le collectif des enseignants-chercheurs et celui des techniciens référents de la démarche se réunissent tous les 3 mois. À cela s'adjoint un collectif d'acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire engagés sur la thématique de l'alimentation « saine et durable » se réunissant également tous les 3 mois. L'organisation de ces rencontres successives relève d'un enjeu commun : la mise en place d'actions collectives et l'évaluation de celles-ci dans le cadre du PAT de la Rive Droite. Cependant au fil des mois et des avancés chaque collectif exprime des objectifs variés. Dans les faits, l'organisation et l'animation d'une multitude de collectifs facilite les échanges entre les membres de ces petits groupes d'acteurs. Pour autant, cela peut minorer le croisement des approches : l'élargissement progressif des acteurs impliqués se révèle est un point de vigilance, entre richesse et risque dans l'animation du projet.

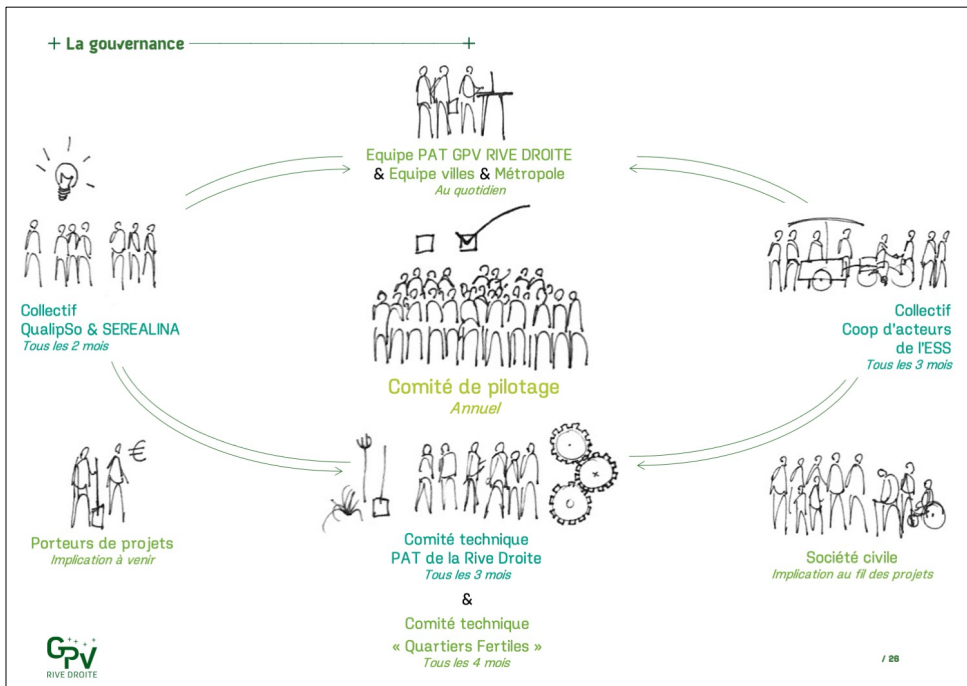


Figure 3 : Gouvernance du PAT de la Rive Droite. Diapositive présentée lors du comité de pilotage annuel en janvier 2022. Source : GPV Rive Droite – 2022

Partie 2.

Les principaux
résultats de la
recherche

2.1. Introduction

Les recherches engagées sont issues d'un collectif et d'une approche pluridisciplinaires (science politique, urbanisme, géographie, paysage, agronomie, économie, sciences de l'éducation). À minima organisés en binôme, les enseignants-chercheurs se sont associés autour de 9 investigations alimentant l'un des 3 axes de recherche. La partie 2 du rapport présente l'état d'avancement de chaque investigation en formulant les principaux éléments de problématisation, ses motifs d'originalité, le cadre de l'observation et des résultats sous forme de constats ou d'hypothèses consolidées. Cette partie répertorie également les premières valorisations advenues ou prévues (à ce jour) pour l'année 2022. Globalement, les investigations en cours témoignent d'une couverture importante des actions du PAT et d'un potentiel de communication à l'attention d'une diversité d'acteurs (enseignants, chercheurs, étudiants, élus, techniciens, chargés de projet dans des structures privés ou publique, citoyens).

Page suivante. Tab n°1 - Classement des investigations par axe de recherche, selon les actions du PAT

Investigations	Axe 1 : Pratiques socio-spatiales de la restauration collective publique du territoire			Axe 2 : Proposer et accompagner les activités agro-écologiques en milieu urbain dense			Axe 3 : Dynamique participative impliquant les acteurs locaux		
	Les agents de restauration et la lutte contre le gaspillage dans les écoles	L'inscription dans les réseaux d'acteurs extra-territoriaux	Centre social et alimentation : entre projet social et restauration professionnelle	Biodiversité et agriculture urbaine, « associées -rivaies » face à l'artificialisation ?	L'agriculture de proximité comme socle d'un système urbain social et solidaire	Le sol dans tous ses états. Paysage alimentaire et projet de territoire agri-urbain .	Gouverner la transition alimentaire : entre enrôlement et adhésion des acteurs de l'ESS	Mise en place d'un dispositif d'observation des habitudes alimentaires et d'accompagnement vers une alimentation de qualité	Mon paysage alimentaire du quotidien : observatoire photographique
Actions du PAT									
Réseau "Cantines Durables - Territoires Engagés"									
Production agricole (9 sites)									
Sensibilisation au gaspillage alimentaire restaurants scolaires									
Formations pour le personnel des écoles et des cuisines									
Micro-plateforme de compostage									
Autres sensibilisations (jardins collectifs, centres de loisirs)									
Défi familles									
Coopération d'acteurs de l'ESS									

Objet principal
Objet secondaire



I # Pratiques socio- spatiales de la restauration collective publique du territoire

I.I

Les agents de restauration et la lutte contre le gaspillage dans les écoles

p.24

I.II

L'inscription dans les réseaux d'acteurs extra-territoriaux

p.32

I.III

Centre social et alimentation : entre projet social et restauration professionnelle

p.38



Les agents de restauration et la lutte contre le gaspillage dans les écoles

Problématisation

Cet axe de travail contribue à la compréhension de la reconfiguration du système d'équipements collectifs municipaux mobilisés dans la transition alimentaire. Il interroge plus précisément la transformation du travail des agentes des restaurants scolaires. En effet, la mise en place de procédures de lutte contre le gaspillage et de valorisation des bio-déchets, dans une perspective de production agricole locale valorisée par les cantines centrales, les inscrit dans un circuit de production matérielle mais aussi de transmission-sensibilisation.

D'une part, la responsabilisation des agentes, situées en première ligne dans la mise en œuvre du tri-pesage participatif, signale leur inscription nouvelle, au quotidien, dans un dispositif de communication engageante ; c'est à dire, proposant « d'agir directement sur les comportements par l'intermédiaire de ces actes engageants, lesquels prédisposent les individus à retenir et comprendre les messages de sensibilisation proposés à la suite de ces actes préparatoires » (Patrux, 2014). Ce dispositif, tout à la fois dirigé vers les personnels et les convives, induit un renforcement de la dimension éducative du travail prescrit.

D'autre part, c'est aussi une partie des usages de l'espace, des gestes, du rythme des actions, qui sont transformés. Il faut modifier les pratiques de déplacement et de débarrassage pour accompagner le tri des déchets dans 5 bacs, les peser, présenter la nourriture de façon attractive, nettoyer de nouveaux contenants, reporter des résultats, porter et entreposer des seaux de déchets, etc. Ce surcroît de tâches devra être mis en balance avec d'éventuels gains de temps dus à l'autonomisation des enfants. Il faut également saisir ce changement dans une trajectoire organisationnelle et personnelle. L'épisode de la mise en place du tri s'inscrit dans une série d'adaptations successives de transformation

des modalités de travail dans l'équipement (normes sanitaires, nouveaux ustensiles, self/service à table, couverts jetables/lavables, etc.). Or la crise de la Covid a déjà considérablement (sur)sollicité l'adaptabilité des agentes (localisation des enfants, désinfection, fractionnement des services...).

En définitive, il s'agit de renseigner le rôle d'un groupe professionnel souvent invisibilisé, figure de l'emploi subalterne en milieu communal, plutôt associé à des représentations minorantes, mais pourtant au cœur de la transformation du système alimentaire local. 1) Comment se traduisent ces nouvelles prescriptions du travail et comment sont-elles vécues par les agentes ? 2) Quelle est la vision managériale des collectivités ? Comment prennent-elles en considération les potentialités et les difficultés des agentes ? 3) Plus largement, quel est ce métier ? Dans quelle mesure la norme professionnelle des agentes de restauration reconnaît sa dimension éducative et intègre les enjeux de la transition alimentaire ?

Originalité

La restauration collective scolaire connaît un regain d'intérêt en sciences humaines, dont témoignent notamment deux ouvrages collectifs récents (Comoretto, Lhuissier et Maurice, 2020 ; Cardon et de Iulio, 2021). Selon leurs états de l'art, les « implications sociétales de l'alimentation scolaire » constituent un « champ longtemps inexploré », la cantine restant plutôt associée à des questions d'ordre biophysique, voire logistiques, et entrant en concurrence avec les finalités didactiques de la journée scolaire (Cardon et De Iulio).

Avant ces deux ouvrages, la recherche française (hors approche historique) porte principalement sur l'industrialisation des services de restauration collective, les consommations au prisme de la structure sociale, la fréquentation et les inégalités d'accès à la cantine, la confrontation aux particularismes alimentaires (repas bio, végétariens, Hallal). Les travaux associant restauration scolaire et enjeux environnementaux ou approches géographiques sont rares. L'ouvrage de Cardon et De Iulio relève plutôt d'approches politistes et info-communicationnelles. Il vient combler certaines lacunes en

abordant le champ complexe du « gouvernement nutritionnel scolaire » et notamment les modalités d'exposition et d'appropriation des normes « par les enfants, mais également par ceux censés les diffuser (enseignants, animateurs, surveillants) ». Celui de Comoretto (et. al.) remet au centre la commensalité institutionnelle et la transversalité du « manger-avec », à l'école ou en entreprise.

Ces contributions récentes font progresser l'identification du système d'acteurs de la restauration collective et la compréhension des métiers et des relations inter-professionnelles qui fabriquent le service et changent sous l'impulsion d'un cadre normatif complexe. Toutefois, les « agents de restauration » ou « agents de service polyvalents » tels que définis par la nomenclature des métiers du CNFPT ne font l'objet d'aucune publication dédiée. Même si certains paragraphes ou exemplifications leur sont consacrés, le travail/point de vue des agentes en cantine est paradoxalement peu ausculté, au regard de celui des animateurs, surveillants, cuisiniers, enseignants, diététiciens, élus, parents, etc. La recherche développée dans le cadre de QualipSo entend contribuer à la réduction de cet angle mort tout en reliant ce métier plus explicitement aux politiques environnementales. Nous partageons l'hypothèse générale formulée par Elodie Servin (2021), tout en y indexant deux autres champs normatifs – ceux du travail éducatif et de la durabilité – sans lesquels on ne pourrait appréhender les tensions qui redéfinissent le métier d'agent de restauration.

En effet, les procédures de la lutte contre le gaspillage interrogent la pénibilité et la corvéabilité, mais aussi l'opportunité d'une reconnaissance des savoir-faire éducatifs ; soit une reconfiguration de la subalternité vers une forme d'auxiliarité. Or, avec la prise de conscience de ces nouveaux enjeux éducatifs du repas à la cantine, la tentation de confier son encadrement à des professionnels de l'animation met à jour une possible dépossession de cette dimension éducative du travail des agentes de restauration...

Méthode

L'observation n'est pas davantage centrée sur les sujets que sur le projet organisationnel, mais sur leur interrelation dans un espace de travail (Fischer, 1998 ; Benedetto-Meyer, Cihuelo, 2016). La compréhension des éventuels écarts entre travail prescrit et travail réel, du sens conféré à la lutte contre le gaspillage, repose principalement sur des entretiens d'agentes de restauration en école élémentaire et de leur hiérarchie (voire d'autres acteurs du dispositif tri-pesée) ; ainsi que l'observation directe et le relevé architectural du dispositif.

Malgré la focalisation sur le travail et un petit empan temporel (celui de la conversion), l'intention méthodologique relève du « récit de vie » (Veith, 2004), en tant que « description sous une forme narrative d'un fragment de l'expérience vécue ». Il s'agira d'effectuer des passages répétés pour constituer une observation diachronique sur une brève période, avec un triple objectif : 1) repérer dans une trajectoire organisationnelle structurant le travail en cantine ce qui a déjà pu faire marqueur de changement/adaptation pour les agentes ; 2) saisir comme épisode biographique, l'adaptation au changement induite par la mise en place du protocole tri-pesage ; 3) disposer d'éléments biographiques généraux (parcours professionnel, cycle de vie familiale, culture alimentaire, etc.).

La conversion au tri-pesée-collecte dans 3 écoles de Lormont à partir de mai 2022 offre l'opportunité de 3 unités d'observation. Dans une équipe (4 à 6 personnes), toutes les personnes seront interviewées au moins une fois et 2 personnes feront l'objet d'un suivi longitudinal.

La conversion au tri-pesée-collecte est déjà effective dans les écoles de Floirac mais avec un protocole de séparation des déchets simplifié (2 bacs). Le passage à 5 bacs fournira l'opportunité d'observer la conversion dans un contexte de progression. Une équipe d'agentes a été enquêtée dans le cadre d'une semaine de sensibilisation en 2021 ; les entretiens seront renouvelés à partir de septembre 2022 (dates probables de la conversion)

La conversion au tri-pesée-collecte dans les écoles de Cenon et Bassens n'étant pas décidée, ces communes restent en 2022 hors du champ de l'observation. L'usage de questionnaires est envisagé, sous réserve de massification des conversions et d'entente avec les collectivités pour mettre en place un dispositif d'évaluation commun.

Résultats

À ce jour, les actions de pré-enquête ont permis de structurer la problématisation, d'initier les partenariats utiles à l'enquête de terrain et de constituer des corpus d'analyse.

Contextualisation - Le corpus d'entretiens de responsables des cuisines centrales (3), de chefs de service (5), d'agentes de restauration ou responsables de site (5) permet d'identifier des organisations du travail différenciées : en termes de division du travail éducatif (rôle des animateurs), de temporalité du processus de conversion, et d'attentes du dispositif.

Dispositif « semaines de tri » - L'observation d'une semaine de sensibilisation animée par un agent de Bordeaux Métropole montre l'adaptabilité des équipes, même sur des services courts (30 minutes). Le degré de motivation des agentes est variable mais elles font collectivement preuve d'engagement. Le questionnaire appliqué aux enfants a entraîné des ajustements et quelques difficultés d'adhésion ; le corpus est à analyser. Certaines organisations tirent des enseignements de l'expérience et ont opéré des modifications dans la fabrication des repas.

Chercheurs impliqués

Nicolas d'Andrea – Maître de conférences à l'IUT Bordeaux Montaigne, UMR Passages n°5319 du CNRS

Didier Laugaa – Maître de conférences à l'IUT Bordeaux Montaigne, UMR Passages n°5319 du CNRS

Benjamin Chambelland – post-doctorant UMR Passages – animateur du programme QualipSo

Pascal Tozzi – Professeur des universités à l'IUT Bordeaux Montaigne, UMR Passages n°5319 du CNRS

Partenaires, acteurs et professionnels mobilisés ou mobilisables

Cuisines centrales, communes de Lormont et de Floirac, Métropole de Bordeaux

Bibliographie

- Benedetto-Meyer Marie et Cihuelo Jérôme, « L'espace dans l'analyse du travail », *La nouvelle revue du travail*, 2016, 9, 11 p.
- Cardon Philippe et De Iulio Simona, « Introduction », dans Cardon et al., *Cantine et friandises : l'école et l'alimentation des enfants*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais. Tables des Hommes, 2021, p. 9-21.
- Comoretto Géraldine, Lhuissier Anne, et Maurice Aurélie, « Introduction », dans Comoretto et al., *Quand les cantines se mettent à table...Commensalité et identité sociale*, Dijon, Éducagri éditions, 2020, 159 p.
- Etienne Elyne et Ostrowski Alizée, *Les enfants à table. Accélérer la transition alimentaire dans les cantines scolaires*. Terra nova, 2020.
- Fischer Gustave-Nicolas, « 20. Espace de travail et appropriation », dans De Coster Michel et al., *Traité de sociologie du travail*, De Boeck Supérieur « Ouvertures sociologiques », 1998 (2e éd.), p. 475-496.
- Patrux Romain, « Sensibiliser pour un engagement plus fort de nos concitoyens en faveur de l'environnement », *Pour*, 2014/3 (n° 223), p. 109-121.
- Sevin Elodie, « Les normes au travail dans les restaurants scolaires », dans Cardon et al., *Cantine et friandises : l'école et l'alimentation des enfants*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais. Tables des Hommes, 2021, p.125-149.
- Veith Blandine, De la portée des récits de vie dans l'analyse des processus globaux. *Bulletin de méthodologie sociologique*, 2004, n° 84, p. 49-61.



L'inscription dans les réseaux d'acteurs extra-territoriaux

Problématisation

Les PAT peuvent être vus comme des processus d'ajustement de l'appareillage des collectivités en matière de services et d'équipements publics liés à l'alimentation (cuisine centrale, restaurants scolaires, jardins collectifs et/ou partagés, unité de valorisation des biodéchets, fermes urbaines, etc.). L'équipement collectif est considéré comme une infrastructure permettant l'accès à un ou des services publics identifiés (un espace donné, des réseaux, une maintenance, etc). Il s'agit aussi d'un espace d'appropriation des acteurs (élus, professionnels et usagers). La problématique ici formulée vise à interroger l'importance des « modèles » dans la définition des services à la population et des mécanismes de production ou d'orientation des équipements collectifs. Avec autant de « modèles » de représentation, de gestion humaine, économique, technique, mais aussi spatiale dont il s'agit de questionner les sources et leurs capacités d'évolution.

Cette interrogation renvoie ici plus précisément au rôle des réseaux de coopération, de partage d'expérience, dans la dynamique des PAT. À l'image du Réseau National des Projets Alimentaires Territoriaux (RnPAT), dont l'objet est de « mettre en réseau tous les acteurs pour favoriser la co-construction et la mise en œuvre partagée » des PAT2, ces processus collectifs s'inscrivent à des échelles et des temporalités variables dans une diversité de « réseaux d'acteurs extra-territoriaux » (Di Méo, 1987 ; Gob, 2014). Les systèmes alimentaires territoriaux illustrent le « renouvellement des pratiques de normalisation des actions urbaines, qui opèrent plus qu'auparavant par l'exemplarité, et nécessitent la mise en place de dispositifs de repérage et de diffusion des pratiques vertueuses » (Roy, 2016).

2 Site du RnPAT : <https://rmpat.fr/le-reseau/presentation/>
Consulté le 8 avril 2022.

Originalité

Dans le cadre du PAT de la Rive Droite, la coordination a fait le choix de s'appuyer activement sur le réseau intitulé « Cantines Durables – Territoires Engagés » (CDTE) dès le commencement de la démarche (2019). Cet exemple de mise en réseau s'imposait dès le départ pour nous comme l'un des objets concrets à documenter. Il s'est avéré toutefois que la question devenait plus complexe, le PAT entrant en contact avec une diversité d'initiatives de mise en relation d'acteurs dans et en périphérie du territoire.

Ces réseaux de coopération diffèrent par leur échelle territoriale, le portage, la nature des acteurs impliqués, la temporalité, l'intensité du processus collaboratif. Actif à l'échelle nationale, CDTE est un réseau de collectivités, financé par le Programme National pour l'Alimentation (PNA), piloté par la commune de Mouans-Sartoux qui accompagne 9 collectivités françaises dans la définition et la mise en place de leur PAT. Initié en septembre 2019, cet accompagnement de deux ans promeut la mise en œuvre d'une restauration scolaire durable comme levier de construction d'une politique alimentaire locale respectueuse de la santé et de l'environnement. Situé à l'échelle Métropolitaine, le Conseil consultatif de gouvernance alimentaire durable (CGAD) est un outil de Bordeaux Métropole créé en 2017 mêlant acteurs publics et privés. Inspiré des Food Policy Councils, il « a pour finalité d'accompagner la transition de la métropole bordelaise vers l'émergence d'un système alimentaire territorial durable en co-construisant, avec la diversité des acteurs du système alimentaire, des stratégies d'intervention » (Duval et. al., 2021). À l'échelle départementale, le réseau « Inter-PAT » du Conseil départemental de la Gironde a saisi la question de la cohérence en plus d'accompagner la diffusion des connaissances auprès de ses collectivités. Enfin, la DRAAF et le Conseil Régional ont créé le Réseau des acteurs des démarches alimentaires territoriales de Nouvelle-Aquitaine, animé par Pays et Quartiers de Nouvelle-Aquitaine (PQN-A), le Centre de Ressources Politique pour le développement local.

Tous ces réseaux ont en commun la capacité à faire partager des expériences, de travailler à des échelles bien identifiées, en utilisant notamment le procédé de témoignages issus de la communauté des élus et techniciens de collectivités ou d'acteurs privés. Pris dans de multiples échelles, la trajectoire du PAT de la Rive Droite s'éclaire aussi avec la notion de « trans-localisme » (Loudiyi et. al., 2020) désignant « [...] le rôle des nouvelles circulations de connaissances, savoirs et pratiques (ex. bonnes pratiques, coopérations transfrontalières, etc.) entre espaces distants, la construction des réseaux d'acteurs à plusieurs échelles spatiales, et qui contribuent à la construction de la durabilité à l'échelle globale ».

En définitive, quelle est l'implication du GPV en direction de ces divers réseaux et dans quelle mesure se concurrencent-ils ou se complètent-ils ? Cette diversité est-elle saisie comme opportunité d'un chaînage permettant la continuité de la sensibilisation et de la capacitation des acteurs du PAT ? L'hypothèse de l'appropriation des modèles véhiculés par ces réseaux ouvre une double perspective d'analyse : info-communicationnelle débouchant sur une classification des sujets et pratiques médiatisés ; organisationnelle, en termes d'influence/intégration de normes.

Méthode

Au-delà de l'observation participante du chercheur-chargé de mission (Benjamin Chambelland), le corpus témoignant de l'expérience relève de traces : détails d'entretiens d'acteurs, « objets intermédiaires » (Vinck, 2009) de la dynamique de travail collectif (listes de participants, posters, supports d'ateliers, rapports, courriels, etc.). Il s'agit principalement de mettre en œuvre une méthode croisant analyse de contenu et entretiens (en premier lieu concernant le réseau CDTE).

Corpus de l'analyse de contenu des objets intermédiaires du réseau CDTE

- Rapport final du réseau

- Enregistrements des webinaires
- Supports méthodologiques « ligne du temps » et « posters diagnostics »
- Film présentant le réseau
- Compte-rendus de visite

Une analyse rétrospective de la participation observante du chargé de mission + autres acteurs participants, conduite par entretien de réactivation à partir de certains objets intermédiaires

Réexamen des entretiens exploratoires réalisés en 2019 auprès d'agents et élus de la collectivité inscrits dans la dynamique du réseau.

Résultats

La mise en lien des réseaux et modèles, ainsi que de leurs appropriations locales repose sur une observation de long terme. Quant au travail d'analyse centrée sur le réseau CDTE, bien qu'encore à l'œuvre, des premiers résultats peuvent être énoncés sous forme d'hypothèses documentées.

Un « dispositif d'intéressement »

La mobilisation d'un réseau tel que Cantines Durables peut être vue dans une perspective de sociologie de la traduction comme dispositif d'intéressement, c'est à dire permettant de mettre à la même table des acteurs du territoire et de les « enrôler » dans le projet intercommunal. Les travaux d'atelier, notamment, ont apporté à la mise en lien des agents/élus au sein d'une même commune et dans le périmètre GPV.

Un vecteur d'assurance

En termes d'instrumentation de la coordination de projet, la mise en réseau apporte une légitimation de la préconisation. Il existe des retours d'expérience formulés par les partenaires et cela permet de juger de la pertinence de certaines actions ainsi que de leurs conditions de réalisabilité.

L'élaboration d'un référentiel commun

À travers la participation enthousiaste aux activités du réseau, une mythologie du modèle Mouans-Sartoux s'est colportée. Un processus d'ordre cognitif (à qualifier), est à l'oeuvre chez les élus et techniciens, qui ont pu débattre et se positionner par rapport à ce modèle duquel ils se distancient (tant il leur semble ambitieux) mais dont ils s'inspirent aussi, dans une dynamique d'ajustement *au sein de leur municipalité*.

Une dynamique d'essaimage

Selon les objectifs du réseau CDTE les collectivités partenaires deviendront « des têtes de pont des projets alimentaires durables et participeront à un essaimage actif en région ». Le GPV a notamment été témoin de l'expérience du PAT de la Rive Droite dans les réseaux de coopération portés par la Métropole, le Conseil départemental et le Conseil Régional (CCGAD, l'interPAT, PQNA).

Chercheurs impliqués

Nicolas d'Andrea – Maître de conférences à l'IUT Bordeaux Montaigne, UMR Passages n°5319 du CNRS

Benjamin Chambelland – post-doctorant UMR Passages – animateur du programme QualipSo

Partenaires, acteurs et professionnels mobilisés ou mobilisables

Des élus et chargés de missions des villes composant le GPV Rive Droite et de Bordeaux Métropole

Bibliographie

- Duval Lise et Ourabah Adel, Berger Blaise et Bréger Thomas. Évaluation du Conseil consultatif de gouvernance alimentaire durable de Bordeaux Métropole et préconisations pour une évolution de son fonctionnement - Synthèse. Bordeaux : Tero, Terralim, 2021, 20 p.
- Di Méo J. et Di Méo Guy. Objectivation et représentation des formations socio-spatiales : de l'acteur au territoire. In : Annales de géographie. Armand Colin, 1987. p. 564-594.
- Gob Rosaire. Enjeux gestionnaires et politiques des projets territoriaux. Prospective et stratégie, 2014, no 1, p. 101-122.
- Loudiyi Salma, Margétic Christine, et Dumat Camille. Quelles transitions alimentaires dans les territoires ? Géocarrefour, 2021.
- Loudiyi Salma et Houdart Marie. L'alimentation comme levier de développement territorial ? Réflexions tirées de l'analyse processuelle de deux démarches territoriales. Économie rurale. Agricultures, alimentations, territoires, 2019, no 367, p. 29-44.
- Meissonnier Joël et Tebar Maria. Le panel comme support d'une hybridation entre approches qualitatives et quantitatives. Et si on s'attachait à « faire parler » les données de mobilité ? RTS-Recherche Transports Sécurité, 2019, vol. 2019, p. 13.
- Roy Elise, Bonnes pratiques à l'œuvre dans le gouvernement urbain : enquête sur de nouvelles mœurs de l'action urbaine. 2016.
- Vinck Dominique. De l'objet intermédiaire à l'objet-frontière. Revue d'anthropologie des connaissances, 2009, vol. 3, no 1, p. 51-72.



Centre social et alimentation : entre projet social et restauration professionnelle

Problématisation

Dans un contexte de généralisation des politiques en direction de la famille, après la seconde guerre mondiale, le centre social est alors et avant tout un équipement où des acteurs sociaux s'organisent pour accompagner les habitants, les familles (souvent de classe populaire), dans la mise en œuvre d'activités ou de services en prises directes avec la vie quotidienne (santé, garde d'enfants et activités péri ou extra scolaires, activités de loisirs, activités ménagères, éducation des adultes, vie sociale, etc.), le tout dans un esprit de solidarité et de responsabilité partagée, dans une approche collective et globale (Durand R., 2020).

Aujourd'hui, les projets des centres sociaux sont organisés autour de quatre missions principales définies par la circulaire Cnaf n°56-95 : le centre social est à la fois un équipement de quartier à vocation sociale globale, un équipement à vocation familiale et pluri-générationnelle, un lieu d'animation de la vie sociale ; et un lieu d'interventions sociales concertées et novatrices. Plus de 2280 centres sociaux agréés par les CAF sont présents sur le territoire national, plus de la moitié d'entre eux sont réunis au sein de la fédération des centres sociaux et socioculturels de France, qui revendique depuis son congrès organisé à Lyon en 2013 une ambition émancipatrice devant « *permettre le développement du pouvoir d'agir des habitants* ».

Les enjeux de l'alimentation ont été très tôt pris en compte par les centres sociaux et se déclinent selon diverses préoccupations locales et sociétales, les questions de santé étant aujourd'hui fortement convoquées (SENACS). Agissons pour notre santé, Jardin bien-être, grainothèque, cantine des potes, potager en chanson, défi alimentation positive, tous à vos bouches, marché populaire, café des parents, de la terre à l'assiette, MIAM (maison interculturelle de l'alimentation et des mangeurs), bistrot citoyen,

petites recettes grandes rencontres, mieux manger mieux grandir, not jardin not killtir (créole réunionnais), jardin'âges, atelier petits cuistots, autant d'actions conduites par les centres sociaux et tournées sur les enjeux de l'alimentation. Parfois, le levier de la production alimentaire via des jardins partagés, solidaires, collectifs, etc. est mis en avant dans la perspective de permettre la découverte du plaisir de « faire soi-même », les récoltes étant réparties entre les habitants impliqués, des ateliers cuisine peuvent être mis en place dans le centre social, des partenariats avec des associations caritatives locales peuvent être activés.

Ainsi, la question de l'accès à une alimentation de qualité, l'idée d'un accompagnement social "par" l'alimentation (Le labo de l'économie sociale et solidaire, 2020) sont travaillées dans de nombreux centres sociaux, dont ceux de la métropole bordelaise. Si le référentiel d'actions hérité de l'histoire des équipements ou du réseau est facilitateur, structurer une intervention pertinente face à des problématiques et publics très différents, tout en évitant la dispersion, ne va pas de soi. Chaque centre social est confronté à la spécificité de son territoire, à ses potentialités architecturales, à un système d'acteurs impliqué dans le champ social de l'alimentation, et doit définir ses propres formes de soutien, "en vue d'aider les personnes dans la prise en charge de leur alimentation, sa diversification et les liens entre santé et social qu'ils recouvrent", comme le reformulent aujourd'hui les politiques de santé publique (Didier Gelot, John Ward, 2021).

Originalité

En soi, la relation transition alimentaire – positionnement des centres sociaux et culturels est peu documentée. Il est plus particulièrement original de repérer les tensions qui se jouent entre les cadres réglementaires de ces organisations et ceux de l'alimentation. Le centre social du quartier Génicart à Lormont en est l'exemple. Il fait dans ce programme de recherche, l'objet d'une monographie à vocation exploratoire, de façon à disposer d'un modèle d'analyse éprouvé, dans la perspective d'une observation comparatiste ultérieure. Dans le cadre du projet de renouvellement

urbain « Lormont Génicart », les vieux bâtiments du centre social de Génicart ont été détruits en 2016, le centre social intégrant ses nouveaux locaux au sein du pôle « Brassens-Camus », afin de faire vivre un projet historique fortement imprégné des enjeux alimentaires.

Méthode

L'observation s'appuie sur la chronique locale du journal *Sud-Ouest*, des entretiens auprès de la direction et d'animateurs, une visite de l'équipement et des entretiens d'étudiants de Lpro coordination de projet de développement social et culturel en 2021 auprès de 5 adhérents. Toutefois, c'est dans un contexte troublé - en plus de la crise sanitaire – que s'est effectué notre travail de recherche sur les réalités et les enjeux de l'alimentation pour le centre social du quartier Génicart. En effet, depuis 2010, l'association Didée est secouée par des crises récurrentes divisant les bénévoles du Conseil d'administration mais aussi les personnels. Au cours du dernier trimestre 2020, alors que le nombre de familles adhérentes et le volume des activités sont en forte baisse, un protocole de transition a été signé avec la CAF, la mairie, le département, la préfecture et la fédération des centres sociaux pour accompagner la transition vers un statut d'établissement public administratif (EPA).

Résultats

- Des choix architecturaux structurants : une cuisine professionnelle occupant la quasi-totalité du rez-de chaussée, un local fermé et aménagé en jardin et espace de bar au 3e étage.
- Des activités initiées avec le nouvel équipement appelé l'Auberge à troc, qui témoignent d'une forte projection en lien avec l'alimentation : « la Cuisine » dédiées aux parents et aux enfants, « la Table d'hôtes » projet qui mêle cuisine et rencontres culturelles, et le « Ressto Didée » présenté

comme un service de restauration associé à un projet d'insertion et de formation.

- Une crise de gouvernance (succession de plusieurs directeur.trice.s) compliquant la pérennité de l'action alimentaire. La cuisine du pôle Brassens-Camus, cœur de nombreux projet de l'association Didée est en attente d'un nouveau projet.
- Des enjeux identifiés par le CSC autour de l'alimentation : préservation environnementale (dont les questions d'accessibilité transport), équilibre nutritif, rapports au goûts, rapports à la culture (multiculturalisme et laïcité), contraintes économiques (dont la capacité de production), favoriser les repas partagés entre habitants.
- Un surinvestissement architectural. Contrairement à un équipement de type familial adapté à un nombre de convive important, la cuisine professionnelle pose des contraintes techniques et réglementaires qui peuvent apparaître comme contre-productives au projet d'amélioration des pratiques alimentaires. De plus, le module cuisine tend à occuper un espace important dans le centre social, au détriment d'autres fonctions, dont celle de l'accueil des publics.

Chercheurs impliqués

Luc Greffier, IUT Bordeaux-Montaigne, UMR Passages n°5319 du CNRS

Partenaires, acteurs et professionnels mobilisés ou mobilisables

Centres sociaux et culturels, acteurs associatifs inscrits dans des démarches en lien avec la thématique de recherche.

Bibliographie

- Aballéa François, Brunet Florence, Kertudo Pauline, Le métier de conseiller(ère) en économie sociale familiale, professionnalité et enjeux, Ed. La Découverte, Coll. Alternatives économiques, Paris, 2011, 204 p.
- Cérézuelle, Daniel, et Guy Roustang. « 3. Sortir ensemble de la malbouffe : les ateliers cuisine », Autoproduction accompagnée. Un levier de changement, sous la direction de Cérézuelle Daniel, Roustang Guy. Érès, 2010, pp. 63-98.
- Gelot, Didier, et John Ward. « Introduction », Vie sociale, vol. 36, no. 4, 2021, pp. 7-20.
- Histoire des centres sociaux, du voisinage à la citoyenneté, Robert Durand, Ed. La Découverte, Coll. Alternatives sociales, Paris, 2020
- Lavelle Christophe « Je mange dont je suis » Télérama n°3682-3683 du 05/08/20.
- Le labo de l'ESS, 2020, Agir contre la précarité alimentaire en favorisant l'accès de tou·te·s à une alimentation de qualité étude-action agriculture & alimentation durable, 74 p.
- Yuna Chiffolleau, Grégori Akermann, Julie Baron. Devenir acteur de la gouvernance alimentaire sur son territoire. 2018, 14 p.

**II # Proposer et
accompagner les activités
agro-écologiques en milieu
urbain dense**

II.I

Biodiversité et agriculture urbaine, « associées-rivales » face à l'artificialisation ? Analyse d'un projet d'aménagement bordelais.
p.46

II.II

L'agriculture de proximité comme socle d'un système urbain social et solidaire
p.52

II.III

Le sol dans tous ses états. Paysage alimentaire et projet de territoire agri-urbain en rive droite de la métropole bordelaise.
p.58



Biodiversité et agriculture urbaine, « associées-rivales » face à l'artificialisation ? Analyse d'un projet d'aménagement bordelais.

Problématisation

Les terrains du Programme QualipSo confirment la tendance : depuis plusieurs années, les dynamiques d'extension urbaine via la construction de nouveaux habitats, l'aménagement de zones d'activités industrielles et commerciales, ou d'infrastructures de transport, sont pointées comme l'une des causes principales du changement climatique et d'une érosion de la biodiversité (Bertrand, 2009). Par conséquent, à l'heure où la transition écologique fait l'objet d'une intense mise sur agenda politique, la lutte contre l'étalement urbain et une gestion plus économe de l'espace deviennent les leviers essentiels d'une gestion durable des territoires. Dans ce contexte, l'objectif « Zéro Artificialisation Nette » a été inscrit au Plan biodiversité du gouvernement français en 2018, puis consacré en 2020 par la Convention Citoyenne pour le climat, avant d'être intégré à la loi « Climat et résilience » du 24 août 2021. Ce texte fixe un premier pallier à atteindre d'ici 2030 : une réduction de 50% du rythme d'artificialisation et de consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers. Une préoccupation transversale est de maintenir – voire d'étendre – un « front vert » dont ces composantes (principalement les zones A et N) sont « associées », c'est-à-dire considérées comme solidaires dans un système d'aménagement territorial visant à endiguer la consommation d'espaces (délétère pour la biodiversité). Dans ce contexte, l'agriculture urbaine – c'est-à-dire *localisée dans la ville ou à sa périphérie, avec lesquelles elle entretient des liens fonctionnels étroits* (Aubry, 2014) –, avec ses circuits-courts et ses pratiques culturelles plus écologiques, est censée participer à la transition écologique.

Originalité

Bien que procédant de la même orientation normative, ces éléments d'un « cahier des charges » de la transition écologique ne vont pas sans conflictualité lors de leur mise en œuvre opérationnelle, en général, mais aussi sur la Rive Droite bordelais. De façon classique et amplement renseignée par la littérature, des conflits d'usages surgissent fréquemment, en particulier lorsque l'intérêt écologique se voit concurrencé par des projets considérés comme stratégiques, car plus rentables sur le plan économique. En revanche, moins attendues et encore peu travaillées dans le champ de la transition, les conflictualités intrinsèques à la biodiversité qui est devenue l'un des cadres de réflexion et de discussion dans lesquels s'expriment des interrelations complexes (Le Roux et al, 2008). Avec notamment des variations selon que l'on considère l'agriculture urbaine comme contributrice à la diversité biologique (Clergeau, 2014 ; Lagneau et al., 2014), ou au contraire comme une activité « à risque », concurrente des écosystèmes naturels. Ces débats sur les vices et vertus écologiques de l'agriculture (Reboud, 2019) traduisent une « rivalité » possible entre les composantes « vertes » évoquées précédemment : bien que réunies dans les pratiques et les discours contre l'artificialisation, elles peuvent se trouver en opposition normative, porteuses de référentiels d'aménagement antagonistes. C'est en cela que nous les considérons, au final, comme « associées-rivales » (Bourricaud, 1961).

Méthode

Pour traiter de ces zones de tensions et d'ajustements entre biodiversité, agriculture et projet urbain, nous avons mobilisé les matériaux récoltés dans le cadre du programme de recherche QualipSO, plus particulièrement autour des projets visant un terrain de 11 ha situé sur la Rive Droite de la métropole de Bordeaux, aux limites de la commune de Floirac et de deux autres communes : Artigues-près-Bordeaux et Tresse.

Résultats

Bien que l'espace susmentionné soit majoritairement composé de prairies, son environnement proche reflète les conséquences d'un développement urbain en partie guidé par les infrastructures de transport (le lieu borde la rocade et un échangeur de la métropole de Bordeaux). Le PLU métropolitain destinait ce lieu à une extension de la zone d'activité, entraînant au passage l'augmentation du coefficient d'artificialisation des sols sur la zone. Contre cette première affectation, donc suite à la régulation d'un premier conflit d'usage, une autre option politique prévaut : réorienter le projet vers une occupation agricole. Peu après, dans le cadre des études de faisabilités, le travail d'écologues a déterminé que cet espace relevait d'une Zone Humide (ZH). Ce classement, avec les fortes contraintes réglementaires visant à préserver un « patrimoine remarquable » (Maman et Vienne, 2010), a définitivement exclu le développement de la zone d'activité initiale. Mais ce zonage a aussi cristallisé, chez les parties-prenantes, un autre conflit dans le projet d'usage, entre vocation agricole et alternative d'une préservation stricte de la ZH.

À travers ce cas d'étude nous saisissons la construction et soulignons l'émergence de certaines conflictualités internes au champ transitionnel. Pousser cette exploration est important puisque de telles zones d'achoppement peuvent faire l'objet d'une médiation spécifique de la part des animateurs et animatrices de la transition agricole et alimentaire urbaine. Ainsi, le cas de Floirac traduit une succession d'enjeux potentiellement contradictoires qui s'exprime chez les acteurs, d'abord autour du projet d'aménagement extensif d'une zone d'activités ; l'autre temps du projet révèle une conflictualité moins attendue et pourtant féconde pour la recherche-action : celle qui émerge entre des composantes « vertes » (agriculture urbaine et protection des zones naturelles) par ailleurs associées dans le référentiel « biodiversité » – et contre l'artificialisation – d'une transition écologique des territoires. Dans un projet d'aménagement marqué par l'impératif de diversité biologique, la prise en compte des convergences et divergences qui se dégagent permet de mettre au travail des processus/espaces de régulation à prendre en compte ou à

construire par les acteurs de la transition. Dès lors, cette dernière confirme devoir se construire, tant dans la coopération et la transaction (Blanc, 2009 ; Larrere et al, 2006), que par le conflit qui peut devenir (sous conditions) une opportunité et modalité d'ajustements.

Chercheurs impliqués

Pascal Tozzi – Professeur des universités, IUT Bordeaux Montaigne, UMR Passages n°5319 du CNRS

Benjamin Chambelland – post-doctorant UMR Passages – animateur du programme QualipSo

Partenaires, acteurs et professionnels mobilisés ou mobilisables

Des élus de la commune de Floirac, des chargés de missions de Bordeaux Métropole.

Bibliographie

- Aubry Christine. « Les agricultures urbaines et les questionnements de la recherche », *Pour*, vol. 224, no. 4, 2014, pp. 35-49
- Bertrand Nathalie, « Chapitre 23 - L'étalement urbain : enjeux environnementaux et aménagement/planification durable », Yves Jean éd., *L'Europe - Aménager les territoires*. Armand Colin, 2009, pp. 363-377
- Blanc Maurice, « La transaction sociale : genèse et fécondité heuristique », *Pensée plurielle*, vol. 20, no. 1, 2009, pp. 25-36
- Bourricaud François, *Esquisse d'une théorie de l'autorité*, Paris, Plon, 1961
- Clergeau Philippe, « Les relations écologiques ville-agriculture », *Pour*, vol. 224, no. 4, 2014, pp. 67-72
- Lagneau Antoine, Killian Debacq, et Marc Barra. « Agriculture urbaine et biodiversité : deux mots qui vont très bien ensemble ? », *Pour*, vol. 224, no. 4, 2014, pp. 315-32
- Larrere Raphael, Fleury Philippe et al., *Biodiversité : atout et/ou contrainte de développement pour l'agriculture des Alpes du Nord ?*, Rapport final du projet inscrit dans le programme de recherche du ministère de l'écologie et du développement durable "Action publique, agriculture et biodiversité" (DIVA) ». Report, irstea, 2006.
- Le Roux Xavier, Barbault Robert et al., « Agriculture et biodiversité. Valoriser les synergies », *Other. Expertises Collectives*. INRA, 2008.
- Maman Lucien et Vienne Laurent, « Les zones humides, un patrimoine remarquable », *Geosciences*, 2010, no 12, p. 68-77.
- Reboud Xavier, « Le lien entre agriculture et biodiversité : ce qui a bougé sur le plan de la société, des idées, de la réflexion entre 2008 et 2018 », *Innovations Agronomiques*, 75, 2019, pp. 1-14.



L'agriculture de proximité comme socle d'un système urbain social et solidaire : le cas du « Grand Projet des Villes de la Rive Droite » au sein de la métropole de Bordeaux

Problématisation

Depuis une quinzaine d'années, les villes déploient des politiques visant à assurer une alimentation saine et de qualité à leurs habitants (Morgan, 2009) envisageant ainsi l'alimentation comme un élément de la politique urbaine (Brand et al, 2014). Dans cette quête apparaît une dimension sociale au travers de la recherche d'une plus grande justice et démocratie alimentaire. Le terrain du GPV de la rive droite est un terrain exemplaire de cette intégration de la dimension sociale dans une démarche alimentaire de territoire.

Concentrant 43% des habitants des « quartiers prioritaires de la ville » de la métropole, l'agriculture de proximité y est mobilisée comme outil de politique sociale et d'aménagement. Evincée par les processus successifs d'urbanisation qu'a connu ce territoire, l'agriculture de proximité est ré-envisagée comme levier d'une transition sociale. Pour ce faire, les acteurs publics et privés des 4 communes composant le GPV Rive Droite (Bassens, Lormont, Cenon et Floirac) se sont engagés dans un Projet Alimentaire Territorial (PAT) depuis 3 ans. Le travail entrepris au sein de Qualipso vise à montrer et mettre en débat comment le PAT du GPV Rive Droite, construit au croisement de volontés politiques locales et d'une politique de la ville décidée et portée au niveau national, vise à construire un système alimentaire local à vocation sociale et solidaire.

Originalité

La dimension sociale des politiques alimentaires urbaines est souvent appréhendée au travers de la question de justice et/ou de

la démocratie alimentaire (Hochedez, Le Gall, 2016 ; Paturel, Ramel 2017 ; Noel, Darrot, 2018). Dans les quartiers urbains défavorisés elle apparaît initialement comme un moyen de traiter de l'injustice sociale (Paddeu 2012) ou de recréer du lien social et culturel. Ces politiques alimentaires se traduisent notamment par la (re-)création d'une agriculture urbaine, prenant des formes diverses, des jardins partagés à la ferme urbaine de plusieurs milliers de mètres carrés voire de plusieurs hectares, en passant par l'agriculture hors sol sur les toits, les trottoirs ou tout espace libre la permettant.

L'originalité du cas du GPV repose sur le fait que la dimension sociale de sa démarche alimentaire passe non pas par la convocation de la population dans les discussions sur les actions à mettre en place au sein du PAT ou par la re-création d'espaces nourriciers que la population peut s'approprier, mais dans la mise en action solidaire de la population autour de la construction d'un système alimentaire local. Une démarche de veille foncière engagée depuis 4 ans (2018-2022) conduit notamment à la perspective de développement d'une activité économique d'insertion par le maraîchage à l'échelle de ± 10 ha de foncier. Cette activité agricole est envisagée comme un support potentiel de la création d'emplois et de formations, mais également d'un approvisionnement de la restauration collective publique. Le système alimentaire local, social et solidaire repose sur la création d'espaces nourriciers à vocation d'insertion, ouverts sur les quartiers de la ville, favorisant le lien social, orientés vers l'approvisionnement de la restauration collective publique permettant l'accès au plus grand nombre à une nourriture de qualité et locale.

Méthode

Le matériau récolté qui permet d'analyser la construction du système alimentaire social et solidaire du GPV de la rive droite et sa singularité résulte de plusieurs sources :

- Un état de l'art montrant la place de la dimension sociale dans les démarches alimentaires territoriales et les voies d'entrée de cette dimension
- Des informations recueillies dans le cadre d'une observation participante présente depuis 2018. Réunions, Comités de pilotage, participations au montage des actions, orientations... du projet. Ce matériau permet de saisir l'histoire du projet et sa construction étape par étape.
- Des entretiens semi-directifs réalisés auprès d'acteurs parties prenantes du projet.
- Des articles de presse relatant les avancées du projet au fur et à mesure du temps.

Résultats

Le projet du GPV Rive Droite repose sur la réinstallation d'exploitations agricoles sur des petites et moyennes surfaces localisées sur le territoire et orientées vers la fourniture de la restauration collective publique du territoire. La portée sociale de l'agriculture de proximité ainsi recrée réside dans un tryptique :

- La recherche d'une plus grande accessibilité à une alimentation saine et de qualité au plus grand nombre, en commençant par les bénéficiaires de la restauration collective publique.
- La reconstruction d'un lien social et culturel au sein de la population, via la réinscription d'une agriculture de proximité au sein des quartiers prioritaires.
- L'insertion par l'agriculture de personnes du territoire.

Ce projet qui vise à recréer une agriculture locale pour insérer des habitants du territoire par la production de biens alimentaires de qualité pour la restauration collective publique et par la mise en production de surfaces ancrées dans les quartiers prioritaires de la ville, constitue le fondement d'un projet social et solidaire local. En effet, en utilisant l'agriculture de proximité comme un outil d'insertion, de justice sociale, de création de lien social et culturel, le projet du GPV rend les acteurs du territoire, habitants et politiques, solidaires autour d'un projet alimentaire local.

Chercheurs impliqués

Nathalie Corade – Maître de conférences à Bordeaux science Agro, INRAe – UR ETBX

Benjamin Chambelland – post-doctorant UMR Passages – animateur du programme QualipSo

Partenaires, acteurs et professionnels mobilisés ou mobilisables

Des élus et chargés de missions des villes composant le GPV Rive Droite et de Bordeaux Métropole, des habitants ayant vécu l'évolution du territoire.

Bibliographie

- Brand Caroline, Bricas Nicolas, Conaré Damien, et al. *Construire des politiques alimentaires urbaines*. Editions Quae, 2017.
- Hochedez Camille et Le Gall Julie. Justice alimentaire et agriculture : introduction. *Justice spatiale-Spatial justice*, 2016, no 9.
- Guiomar Xavier. Les utilisations sociales de l'agriculture aux marges de la ville : les jardins d'insertion en Ile-de-France. *Innovations agronomiques*, 2009, vol. 5, p. 111-125.
- Morgan Kevin. Feeding the city: The challenge of urban food planning. *International planning studies*, 2009, vol. 14, no 4, p. 341-348.
- Noel Julien et Darrot Catherine. Huit initiatives bretonnes d'agriculture urbaine solidaire : quelles formes de justice et de démocratie alimentaire ? *VertigO-la revue électronique en sciences de l'environnement*, 2018, no Hors-série 31.
- Paddeu Flaminia. L'agriculture urbaine dans les quartiers défavorisés de la métropole New-Yorkaise : la justice alimentaire à l'épreuve de la justice sociale. *VertigO : la revue électronique en sciences de l'environnement*, 2012, vol. 12, no 2.
- Paturel Dominique et Ramel Magali. Éthique du care et démocratie alimentaire : les enjeux du droit à une alimentation durable. *Revue française d'éthique appliquée*, 2017, no 2, p. 49-60.



Le sol dans tous ses états. Paysage alimentaire et projet de territoire agri-urbain en rive droite de la métropole bordelaise.

Problématisation

La question de l'alimentation devient à nouveau un enjeu fort au sein des politiques publiques après avoir été réinvestie par une seule fraction militante de la population. Cela dans le cadre de politiques conduites tant au plan national qu'à l'échelle locale. Ce mouvement concerne tout particulièrement des territoires qui ne sont pas traditionnellement considérés dévolus à l'agriculture (Aubry, 2014). La crise sanitaire n'a fait qu'accélérer cette prise de conscience. Ainsi, dans les territoires urbains et périurbains, la production alimentaire, reconsidérée dans un premier temps par l'action citoyenne porteuse de projets de jardins associatifs et partagés ou de petites exploitations maraîchères, retrouve-t-elle ses lettres de noblesse (d'Andréa & Tozzi, 2014). Entre autres exemples, Bordeaux Métropole a tout récemment mis en place un Conseil Consultatif de Gouvernance Alimentaire Durable dans une agglomération où ont fleuri des dizaines d'initiatives de réintroduction d'espaces de production agricole. S'en est suivie tout une politique de soutien à une agriculture urbaine, très souvent porteuse d'horizons alternatifs aux pratiques agricoles productivistes de ces dernières décennies (Paddeu, 2021). De fait, à Bordeaux comme dans d'autres métropoles en France et dans le monde, l'agriculture réintègre aujourd'hui les questions socio-spatiales de la ville et de son (ré)aménagement (Ernwein & Salomon-Cavin, 2014). Quant à la notion de paysage alimentaire, elle a fait l'objet de travaux récents. Ils ont en commun d'interroger les spatialités de systèmes alimentaires situés et de permettre sur cette base de (re)penser la fabrique territoriale (Poulot & Toubanc ; Buyck & Meyfroidt, 2020).

Il semble que ce mouvement n'implique pas forcément la prise en considération d'une composante pourtant essentielle de l'agriculture et du système alimentaire que constitue le sol. Le terme est ici pris dans ses multiples acceptions renvoyant à une variété d'approches disciplinaires (pédologie, biochimie, hydrologie, géographie, agronomie, droit...). Trop longtemps, le sol a été vu comme le seul support inerte de cultures ou de constructions. En accord avec cela, l'agriculture conventionnelle y met des engrais minéraux, tandis que la fabrique urbaine fonctionnaliste l'occupe. Pourtant, le sol est indispensable aux activités humaines et aux fonctionnements des écosystèmes qu'ils soient anthropisés ou non. L'essor actuel de la microbiologie montre toute l'importance d'une biodiversité cachée qui fait vivre les sols et les rends aptes à répondre à la plupart des enjeux environnementaux et climatiques auxquels sont aujourd'hui confrontées nos sociétés (Sélosse & al., 2019). Dans le domaine de l'agronomie, on assiste aussi à un renversement de perspectives récent pointant la responsabilité des pratiques agricoles intensives dans la dégradation des sols observée dans toute l'Europe (Bourguignon, 2002). De fait, en milieu urbain tout particulièrement, on a oublié, jusqu'à une période très récente, l'existence même des sols pourtant indissociables de l'histoire de l'aménagement des villes, de leur économie, de leur environnement et de leurs paysages. Au-delà d'une absence de référence à un passé, les nouveaux espaces de la production agricoles urbaines, trop souvent cantonnés aux délaissés urbains, semblent aujourd'hui fréquemment ne pas parvenir à s'ancrer vraiment dans la dimension bio-physico-chimique des milieux, ni à (ré)organiser à une échelle significative la fabrique urbaine (Davasse & Henry, 2015). Cela même alors que, par l'intermédiaire notamment du mouvement des jardins partagés, une relation étroite semble se développer entre l'aménagement de ces espaces, une aspiration citoyenne à la qualité paysagère et au renforcement du lien social et les réponses à donner aux transformations éco-climatiques auxquelles sont confrontés les territoires locaux à l'heure des changements globaux (d'Andréa & Tozzi, 2014 ; Chambelland, 2019).

Fort de ces éléments de contexte, l'objectif principal de cette contribution est d'examiner, sous l'angle des relations entre sol, paysage alimentaire et fabrique urbaine, les matériaux empiriques récoltés dans le cadre du projet de recherche/action QualipSO. Ce projet s'intéresse à la question de l'alimentation de qualité dans la restauration collective publique et de son inscription dans un projet de territoire dans lequel s'articulent étroitement (i) les enjeux d'une production agri-écologiques de proximité, (ii) enjeux sociaux d'insertion, d'emploi, de formation ou d'éducation et (iii) enjeux de préservation de l'environnement et d'un cadre de vie de qualité. Le territoire du Grand Projet des Villes de la Rive Droite (GPV) se caractérise par des zones urbaines denses et des populations parmi les plus fragiles du territoire métropolitain. En soutenant une action dans le domaine de l'alimentation, les quatre communes de la Rive droite bordelaise souhaitent aujourd'hui s'inscrire dans une transition vers une alimentation durable impulsée par Bordeaux Métropole dès 2015, tout en faisant en sorte que cette dynamique se soucie des enjeux de solidarité et d'équité sociale dont ils sont porteurs.

Originalité

De ce point de vue, la recherche conduite s'est appuyée sur ce qui fait l'originalité du projet QualipSO qui fait de l'alimentation un moyen permettant de favoriser des modalités innovantes d'insertion sociale et de mise en place d'actions à visée agri-écologiques dans les territoires concernés. Pour autant, développer des actions de ce type sur un territoire étendu demande de faire face à une multitude de problématiques et d'échelles d'intervention. S'ajoute en contexte urbain, le fait que les politiques conduites restent largement imprégnées de logiques dominées par l'urbanisation et les lieux de l'activité agricole généralement considérés comme des réserves foncières plutôt que comme des leviers d'aménagement de l'espace et de gestion des paysages.

Méthode

L'approche retenue a finalement permis de poursuivre la production de connaissances situées à l'échelle des quatre communes en l'intégrant dans un questionnement reliant enjeux de production agricole de qualité et de proximité, équité sociale et préservation de l'environnement et des paysages. Il s'est agi donc de contribuer à construire des outils d'observation et de recueil des données à différentes échelles spatiales, de l'échelle de l'agglomération bordelaise à celui du quartier. Des entretiens semi-directifs ont été conduits auprès des principaux acteurs concernés. Un travail documentaire spécifique a été mené. Il a permis de préciser les outils d'urbanisme mobilisables et de retracer les évolutions passées et à venir des politiques urbaines (PADD, PLU, SCOT, articles de presse, photographie anciennes, actuelles). Les notions de sol et de paysage alimentaire ont été interrogés et mises en relation sur la base d'un état de l'art complet.

Résultats

Les résultats obtenus s'inscrivent dans la perspective d'accompagner les collectivités à mobiliser une démarche alternative à la planification urbaine classique et au zonage fonctionnaliste. Cette démarche alternative est fondée sur le paysage pour élaborer un projet de territoire agri-urbain à forte dimension sociale et environnementale (Davasse et Henry, 2015). Sur ces bases, la notion de sol s'avère pertinente pour proposer un nouveau cadre d'interprétation et d'action, permettant de penser globalement, dans la double dimension de l'écologique et du social ce que l'on continue encore à traiter séparément et de retrouver de la pertinence dans la fabrication d'une ville contemporaine trop souvent enfermée dans des recettes fonctionnalistes et peu résistantes aux logiques financières et marchandes.

De fait, la réflexion a porté sur la place d'une agriculture soucieuse d'un sol vivant, sur la base d'un dialogue mobilisant toutes les parties prenantes et conduisant à une vision partagée du territoire. Fondée sur des scénarios paysagers prospectifs, elle a abouti à des propositions faisant en sorte que les collectivités publiques

puissent traduire dans l'espace et les paysages les enjeux agricoles, environnementaux et alimentaires.

L'allocation de terre et l'accès au foncier quel que soit la forme qu'ils prennent est dans ce contexte un élément essentiel. Le caractère intra-urbain ou péri-urbain de l'agriculture qu'il s'agit de développer fait que les collectivités locales doivent mettre en œuvre des politiques volontaristes visant à maîtriser le foncier ou à le rendre disponible pour des projets agri-urbains.

Chercheurs impliqués

Bernard Davasse – Professeur à l'École Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage de Bordeaux, UMR Passages n°5319 du CNRS

Pascal Tozzi – Professeur à l'Université Bordeaux Montaigne, UMR Passages n°5319 du CNRS

Benjamin Chambelland – post-doctorant UMR Passages – animateur du programme QualipSo

Miora Ratavonirina — ingénieur agronome (Université de Madagascar) et étudiante en master de géographie à l'Université Bordeaux Montaigne, stagiaire QualipSO

Partenaires, acteurs et professionnels mobilisés ou mobilisables

Des élus et chargés de missions des villes composant le GPV Rive Droite et de Bordeaux Métropole, des habitants ayant vécu l'évolution du territoire.

Bibliographie

- d'Andréa Nicolas et Tozzi Pascal. Jardins collectifs et écoquartiers bordelais : De l'espace cultivé à un habiter durable ? *Norois. Environnement, aménagement, société*, 2014, no 231, p. 61-74.
- Aubry Christine. Les agricultures urbaines et les questionnements de la recherche. *Pour*, 2014, no 4, p. 35-49.
- Bourguignon Claude et Bourguignon Lydia. Le sol, la terre et les champs (Paris : Le Sang de la Terre). 2008.
- Buyck Jennifer et Meyfroidt Aurore. Explorer les paysages alimentaires pour régénérer la fabrique agriurbaine. *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement. Territory in movement Journal of geography and planning*, 2020, no 44-45.
- Chambelland Benjamin. Un projet de paysage intercommunal comme terrain de coopération territoriale. L'expérience du « Laboratoire du parc des Coteaux » dans la métropole bordelaise. *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, 2019, vol. 10, no 2.
- Davasse Bernard et Henry Dominique. Le paysage au cœur des projets de territoire. 2015.
- Ernwein Marion et Salomon-Cavin Joëlle. Au-delà de l'agrarisation de la ville : l'agriculture peut-elle être un outil d'aménagement urbain ? Discussion à partir de l'exemple genevois. *Géocarrefour*, 2014, vol. 89, no 89/1-2, p. 31-40.
- Paddeu Flaminia. *Sous les pavés, la terre : agricultures urbaines et résistances dans les métropoles*. Seuil, 2021.
- Toublanc Monique et Poulot Monique. Les territoires agriurbains en Île-de-France : entre paysage ordinaire, paysage agricole et paysage alimentaire ? *Projets de paysage. Revue scientifique sur la conception et l'aménagement de l'espace*, 2017, no 17.
- Selosse Marc-André, Paillart Bernard, et Payrière Monique. Sous terre : bactéries et champignons en action. *Communications*, 2019, no 2, p. 207-219.

III # Dynamique participative impliquant les acteurs locaux

III.I

Gouverner la transition alimentaire dans le territoire du Grand projet des villes de la Rive droite à Bordeaux : entre enrôlement et adhésion des acteurs de l'ESS

p.66

III.II

« Bien manger » dans les Quartiers prioritaires de la ville : mise en place d'un dispositif d'observation des habitudes alimentaires et d'accompagnement vers une alimentation de qualité

p.72

III.III

Mon paysage alimentaire du quotidien : concours photographique permettant la captation et l'analyse des représentations sociales et des pratiques spatiales en lien avec les paysages alimentaires vécus

p.78

III./

Gouverner la transition alimentaire sur le territoire du Grand Projet des Villes de la Rive Droite dans la Métropole Bordelaise : entre enrôlement et adhésion des acteurs de l'ESS

Problématisation

La politisation de l'alimentation industrielle de masse peut être perçue comme la multiplication des choix par lesquels l'alimentation connecte et insère les mangeurs dans un système social et technique (Lepiller, Yount-André, 2019). Cette conceptualisation donne une résonance particulière au fait que les marchés notamment alimentaires constituent des lieux traversés par des enjeux politiques (Cochoy, 2002 ; 2008 ; Dubuisson-Quellier, 2018 ; Ndiaye, 2022). Cette politisation met en scène le concept de « gastro-politique » (Appadurai, 1981 ; Holtzman, 2002 ; Watson, Caldwell, 2005 ; DeSoucey, 2016) qui permet d'appréhender l'alimentation dans son rôle politique d'intermédiaire de tensions, de véhicule de la défiance et de messagère de conflits (Lepiller, Yount-André, 2019). En matière d'alimentation, la vie quotidienne peut devenir un espace de conflit mais aussi de construction de soi (Pleyers, 2011). Dans le contexte actuel d'inflation discursive institutionnelle sur la transition sociale-écologique, d'ouverture d'espaces de gouvernance alimentaire et d'initiatives habitantes pour une alimentation saine, accessible, inclusive et de qualité, de nouvelles habitudes alimentaires seraient attendues, sonnante comme une tentative de mise aux normes des pratiques alimentaires. Ainsi, ce contexte est le révélateur de différents signaux indiquant un intérêt habitant croissant pour l'alimentation.

Partant de ces modalités grandissantes de politisation de l'enjeu alimentaire, notamment au travers du renouveau des politiques alimentaires locales, la recherche-action initiée auprès des acteurs de l'ESS vise à mettre en perspective les premières actions du Projet Alimentaire de Territoire (PAT) porté par le Grand Projet des

Villes de la Rive Droite (GPV/RD). Perçue comme un levier fondamental de transition vers une agriculture post-productiviste (Deléage, 2013), la question alimentaire est aussi analysée comme une question de justice sociale (Gottlieb, Joshi, 2010). Cette dimension de justice sociale attire l'attention dans un contexte de juxtaposition spatiale de systèmes alimentaires à deux vitesses (Hochedez, Le Gall, 2016) et fonde l'opportunité de l'intervention des acteurs de l'ESS dans le territoire observé.

Originalité

Le territoire du GPV/RD renvoie une complexité particulière en termes de grilles de lecture et de gouvernance de la transition alimentaire et de relocalisation d'un système alimentaire local, entendu comme « la façon dont les hommes s'organisent pour produire, distribuer et consommer leur nourriture » (Malassis, 1993). La question de l'accès à une alimentation de qualité s'y pose dans des termes plus sociaux, la référence aux inégalités y est plus explicite, la portée des actions étant aussi soumise à un impératif d'impact dans les ménages défavorisés. Le rôle et le positionnement des acteurs de l'ESS s'inscrivent dans ces enjeux, témoignant d'une évolution du rapport au territoire, ce que la présente contribution ambitionne d'éclairer.

L'émergence et la juxtaposition spatiale de systèmes alimentaires à deux vitesses apparaissent préoccupantes (Hochedez, Le Gall 2016) et fondent l'opportunité de l'intervention de certains acteurs de l'ESS dans le territoire observé. Le PAT a vocation à faire face à ces décrochages, en cohérence avec les besoins caractéristiques des quartiers prioritaires. Comment poursuit-il l'objectif d'un maillage des acteurs du territoire pour l'accès à une alimentation saine de qualité ? Comment ce travail de coordination permet-il l'activation des coopérations et l'atténuation des rivalités entre acteurs ? Notre analyse porte sur ces mécanismes de gouvernance territoriale (Demoustier et Richez-Battisti, 2010), au prisme de l'enrôlement des acteurs privés locaux, contribuant à éclairer dans quelle mesure les acteurs de l'ESS mettent en œuvre

l'action publique et participent aussi à sa co-construction, en étant parfois des défricheurs de terrain.

Méthode

Outre l'observation participante offerte par l'espace coopératif ouvert par le GPV/RD autour du montage du PAT, nous avons procédé à des entretiens d'acteurs de l'ESS et une co-écriture avec les professionnels chargés d'animer le PAT (Ebène Hamès, Cheffe de projet Coopérations Économiques et ESS, Benjamin Chambelland, post-doctorant et animateur du PAT).

Résultats

L'étude de cette dynamique de coopération d'acteurs de l'ESS permet de mettre en exergue ces points d'analyse :

La cartographie des acteurs de l'ESS engagés sur la thématique de l'alimentation met en avant un déficit de leur intervention sur les volets « production » et « transformation » du système alimentaire local. Tout l'enjeu étant d'envisager la capacité à palier progressivement à cette carence.

La « coopération » entant que valeur cardinale dans le capital axiologique de l'ESS est réinterrogée. En ouvrant des espaces de coopération entre acteurs de terrain, les pouvoirs publics (locaux et central) peuvent dénaturer l'esprit coopératif. D'abord parce que la coopération est comprise comme une volonté librement consentie. De ce point de vue, les premiers enseignements montrent que l'ensemble des acteurs interrogés témoignent d'une adhésion initiale à la coopération. Ils se sont inscrits dans ce cadre pour assumer, faire vivre et partager les valeurs coopératives au service du bien manger. En soubassement, les acteurs pensent que transversalité, spécificité et vitalité de l'alimentation induisent potentiellement des coopérations inédites.

- À long terme, la diversité des acteurs, de leurs identités plurielles, de leur appropriation singulière du capital axiologique, de leurs modalités d'intervention, de leur

inscription territoriale, etc.) peuvent devenir des facteurs de fragilisation de la coopération.

- La fragilité de la coopération remet en question l'adhésion/implication des acteurs.
- La coopération : une mise en réseau imposée (ou en tout cas initiée) par les politiques publiques. La coopération confère-t-il une position dominante aux pouvoirs publics ?
- L'aspects normatifs et la temporalité exogène peuvent-être considérés comme un frein à la conduite de la coopération
- La mise en réseau : une déclaration d'évitement de la concurrence qui peut tout autant éventuellement l'attiser
- La coopération ne traduit pas nécessairement une amélioration des capacités des acteurs de l'ESS engagés : ni dans la visibilité, ni dans le renforcement des capacités financières, techniques, organisationnelles, réticulaires, etc.
- La mise en réseau est bénéfique au début mais à long terme, elle peut générer des frottements et conflits.
- Un basculement potentiel peut s'opérer entre l'engagement d'une valeur recherchée de coopération à une injonction liée à la logique gestionnaire de mise en réseau et de rationalisation des moyens.
- Une reconnaissance et une adhésion à l'intention portée sur les politiques publiques et leur action de la part des acteurs de l'ESS, mais quid de la capacité du cadre normatif à mieux prendre en compte le caractère évolutif, incertain et vivant d'une dynamique de coopération (d'autant plus avec une diversité d'acteurs plus marquée) ?

Chercheurs impliqués

Abdourahmane Ndiaye – Maître de conférences à l'IUT Bordeaux Montaigne, UMR Passages n°5319 du CNRS

Benjamin Chambelland – post-doctorant UMR Passages – animateur du programme QualipSo

Partenaires, acteurs et professionnels mobilisés ou mobilisables

Ebène Hames, cheffe de projet coopération économiques et ESS – Grand Projet des Villes Rive Droite, et des acteurs de la coopération ESS engagés dans la démarche depuis son commencement (2018).

Bibliographie

- Appadurai Arjun. gastro-politics in Hindu South Asia. *American ethnologist*, 1981, vol. 8, no 3, p. 494-511.
- Cochoy Franck. *Une sociologie du packaging ou l'âne de Buridan face au marché : Les emballages et le choix du consommateur*. Presses universitaires de France, 2002.
- Cochoy Franck. Faut-il abandonner la politique aux marchés ? Réflexions autour de la consommation engagée. *Revue française de socio-économie*, 2008, no 1, p. 107-129.
- Deléage Estelle. Agricultures à l'épreuve de la modernisation. *Agricultures à l'épreuve de la modernisation*, 2013, p. 1-98.
- Demoustier Danièle et Richez-Battesti Nadine. Introduction. Les organisations de l'Économie sociale et solidaire : gouvernance, régulation et territoire. *Géographie, économie, société*, 2010, vol. 12, no 1, p. 5-14.
- Desoucey Michaela. Contested tastes. In : *Contested Tastes*. Princeton University Press, 2016.
- Dubuisson-Quellier Sophie. *La consommation engagée*. Presses de sciences po, 2018.
- Gottlieb Robert et Joshi Anupama. *Food justice*. Mit Press, 2010.
- Hochedez Camille et Le Gall Julie. Justice alimentaire et agriculture : introduction. *Justice spatiale-Spatial justice*, 2016, no 9.
- Holtzman Jon. Politics and gastropolitics: Gender and the power of food in two African pastoralist societies. *Journal of the Royal Anthropological Institute*, 2002, vol. 8, no 2, p. 259-278.
- Lepiller Olivier et Yount-André Chelsie. La politisation de l'alimentation ordinaire par le marché. *Revue des sciences sociales*, 2019, no 61, p. 26-35.
- Malassis Louis. *Nourrir les hommes*, Éditions Flammarion, 1993.
- Ndiaye Abdourahmane. La protestation AUCHAN DÉGAGE à Dakar. De l'éthique d'une résistance au plaidoyer pour le Consommer Local. *Anthropology of food*, 2022.
- Pleyers Geoffrey. « S'engager autrement pour consommer autrement », Paris, Éditions Desclée de Brouwer, 2011, p. 241-254.
- Watson James L., Caldwell Melissa L., et al. *The cultural politics of food and eating: a reader*. Blackwell Publishing, 2005.



« Bien manger » dans les Quartiers prioritaires de la ville : mise en place d'un dispositif d'observation des habitudes alimentaires et d'accompagnement vers une alimentation de qualité

Problématisation

L'acte de s'alimenter est porteur de traditions et interroge l'identité des gens, leur rang social et leur appartenance culturelle (Fischler, 1988). Autrement dit, l'alimentation n'est pas simplement la satisfaction d'un besoin physiologique, elle est un acte complexe qui renvoie à des réalités psychologiques, sociales et culturelles (savoirs, émotions, valeurs, rituels et représentations sociales) (Lahlou, 1998). Définies à l'origine comme étant un « savoir de sens commun », les représentations sociales sont conçues comme des « systèmes de valeurs, de notions et de pratiques » (Moscovici, 1969, p.11), ou encore comme des ensembles socio-cognitifs (Abric, 1994) formés d'images, de symboles, de croyances, d'opinions, de connaissances et de concepts construits et socialement partagés par des individus et des groupes en interaction. Ces représentations sociales sont considérées comme des guides d'action comportementale. Les travaux pionniers de Lewin (1947) sur les changements de pratiques alimentaires appréhendent le groupe comme un système en état « quasi stationnaire ». Cet état, stable en apparence, ne serait en fait qu'un état maintenu en équilibre dans un champ dynamique de forces opposées, les unes favorables au changement et les autres favorables à la stabilité. Selon lui, envisager des changements de comportements de pratiques alimentaires implique la dé cristallisation des forces freinant toute possibilité de changement pour permettre, grâce à la dynamique de groupe générée par la rencontre et la discussion, une recristallisation autour de forces permettant le changement.

Originalité

Les objectifs de notre recherche action sont pluriels :

- 1) Répondre aux questions suivantes : que mange-t-on vraiment dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV), et pourquoi ? Comment des familles réussissent-elles le pari d'une alimentation à moindre coût, d'une « alimentation saine » à moindre coût ?
- 2) Comment travailler en direction de ces familles pour construire ensemble de nouvelles représentations d'une alimentation saine ?

Méthode

La démarche que nous menons s'apparente à une « recherche-projet », ou bien, tel que l'exprime Pascal Nicolas Le Strat, à une « recherche en situation d'expérimentation ». La recherche « ne tient pas à distance des enjeux sociaux et politiques, mais elle les investit expressément en s'associant aux expérimentations dans lesquelles s'aventurent des collectifs (activistes) en vue d'une transformation émancipatrice des formes de vie et d'activité » (Nicolas Le Strat, 2018). En quoi, en sommes, la démarche de recherche est-elle bénéfique à la démarche de projet – et inversement ?

La méthode développée articule ainsi des temps de recherche fondamentale (repérage des représentations sociales des habitudes alimentaires des habitants des quartiers étudiés) et des actions sur le terrain, en s'appuyant sur le réseau associatif existant, autour de projets éducatifs sur les habitudes alimentaires (ateliers d'information, de sensibilisation et d'échanges). Ces temps entrecroisés visent :

- La mise en place d'un questionnaire (300 foyers) sur les habitudes alimentaires et les représentations sociales autour de l'alimentation dans les QPV
- À assurer un suivi longitudinal sur un mois de 7 familles autour des habitudes alimentaires (de l'achat de la nourriture à sa consommation)

- À mener des ateliers cuisine d'information, de sensibilisation et de découverte.
- Organiser des parcours découverte et de mise en débat sur les lieux de vente d'alimentation bio ou de circuits courts.

Résultats

S'il est encore trop tôt pour évoquer des résultats, il est tout de même possible d'énoncer les attentes, les hypothèses à partir de deux approches. La première concerne la capacité de mise en œuvre – pouvant être évaluée via son efficacité à moyen terme – de la mise en place d'une démarche de décrystallisation/recrystallisation autour de forces permettant le changement. La seconde attente concerne la capacité de mise en œuvre et de prise de recul d'une démarche de recherche-projet. Un enjeu de la présente démarche est d'être en capacité de porter un regard réflexif – épistémologique – sur cette recherche en situation d'expérimentation : quelles sont les débats, les choix, les méthodes, les moyens mobilisés, les jeux d'acteurs à l'œuvre dans ce processus entrecroisé de recherche et de projet ? Quel retour réflexif peut-on mener sur cette dialectique entre recherche et projet ?

Chercheurs impliqués

Didier Laugaa – Maître de conférences à l'IUT Bordeaux
Montaigne, UMR Passages n°5319 du CNRS

Abdourahmane Ndiaye – Maître de conférences à l'IUT Bordeaux
Montaigne, UMR Passages n°5319 du CNRS

Benjamin Chambelland – post-doctorant UMR Passages –
animateur du programme QualipSo

Partenaires, acteurs et professionnels mobilisés ou mobilisables

Centres sociaux et culturels, acteurs associatifs inscrits dans des démarches en lien avec la thématique de recherche.

Bibliographie

- Abric Jean-Claude, Pratiques sociales et représentations. Paris: Presses universitaires de France. Bernardo, F. (2013). Impact of place attachment on risk perception: Exploring the multidimensionality of risk and its magnitude. *Estudios de Psicología: Studies in Psychology*, 1994, vol. 34, no 3, p. 323-329.
- Bazin Hugues. Récit d'une recherche-action en situation. *Cahiers de l'action*, 2018, no 2, p. 7-17.
- Boltanski, Luc. *De la critique : précis de sociologie de l'émancipation*. Paris : Gallimard, 2009.
- Boutinet Jean-Pierre. *Anthropologie du projet*. Presses universitaires de France, 2018.
- Fischler Claude. Food, self and identity. *Social science information*, 1988, vol. 27, no 2, p. 275-292.
- Freire Paulo, *La Pédagogie des opprimés*, Marseille, Agone, coll. « Contre-feux », 2021, 298 p., préface d'Irène Pereira, traduit du portugais par Élodie Dupau et Melenn Kerhoas, 1re éd. 1968
- Lahlou Saadi. Penser manger [Thinking and eating]. *Paris: Presses Universitaires de France*, 1998.
- Lewin Kurt, *et al.* Group decision and social change. *Readings in social psychology*, 1947, vol. 3, no 1, p. 197-211.
- Moscovici Serge. Préface à C. Herzlich. *Santé et maladie. Analyse d'une représentation sociale*, 1969, p. 7-12.
- Nicolas-Le Strat, Pascal, Quand la sociologie entre dans l'action, *La Recherche En Situation d'expérimentation Sociale, Artistique Ou Politique*. *Presse Universitaire de Saint Gemme*, 2013.
- Proulx Jean. *L'apprentissage par projet*. P.U.Q., 2004.



Mes paysages alimentaires du quotidien : observatoire photographique permettant la captation et l'analyse des représentations sociales et des pratiques spatiales en lien avec les paysages alimentaires vécus

Problématisation

L'étude des paysages alimentaires porte sur la compréhension des interrelations socio-spatiales à l'œuvre entre les habitants, les travailleurs et leurs alimentations. Selon le programme de recherche Foodscapes (2020) : « faire ses courses ne consiste pas seulement à s'approvisionner. C'est aussi prendre l'ambiance d'un lieu, croiser des personnes plus ou moins familières, découvrir l'offre dans les magasins, s'informer, habiter la ville ». Les pratiques alimentaires ne se réduisent donc pas à l'acte de manger. Elles sont régies par des interrelations sociales, culturelles, économiques et spatiales, par des temporalités et par l'expression de sensibilités personnelles et collectives vécues au quotidien. Ainsi, questionner et représenter le paysage alimentaire d'un territoire peut permettre de rendre visible les relations sous-jacentes que les populations peuvent avoir avec un type d'offre alimentaire dans un espace donné (Shaik Naif, 2020 ; 16). Cette notion permet d'éclairer les choix des consommateurs, des producteurs, des acteurs publics en matière alimentaire, de même que les connexions ou déconnexions entre espaces urbains et agricoles (Nikolli, et al. 2015 ; 13). La notion de paysage alimentaire du quotidien interroge également l'interaction Homme/milieu, dans sa dimension sociale et culturelle, autrement dit, les pratiques territoriales, les souvenirs, les modes de vie, les croyances interfèrent entre le sujet et l'objet dans la construction, l'appréciation ou la dépréciation du paysage (Toublanc, Poulot, 2017).

Originalité

Cette récolte de données photographiques, un dispositif d'« observatoire » a été envisagé sur les quatre communes du projet QualipSo. La méthodologie s'appuie sur des expérimentations (Mon paysage au quotidien, une pratique ordinaire ? 2014 ; Votre paysage dans l'objectif, 2010) permettant de :

- Questionner et représenter le paysage alimentaire des habitants de la Rive Droite,
- Caractériser les pratiques spatiales d'approvisionnement des habitants qui façonnent le paysage alimentaire du territoire
- Mettre en lumière la relation socio spatiale,
- Interroger les pratiques alimentaires, interroger les représentations des produits dits « de qualité », notamment par le biais de la restauration collective.

Méthode

Trois catégories sont proposées :

- Une catégorie « Junior »,
 - en temps scolaire pour questionner les enfants sur le lien qu'ils font – ou pas – entre ce qui est présent dans leur assiette et ce qui se trouve dans un jardin potager
 - en temps familial afin de développer un récit autour de l'alimentation quotidienne dans le cadre du foyer.
- Une catégorie « Interne » destinée aux agents municipaux de la ville de Bassens.
- Une catégorie « Amateur » avec l'Association Ombre et Lumière

La participation à l'Observatoire Photographique « Paysage alimentaire du quotidien » est gratuite. La participation est ouverte aux enfants participants aux animations du centre de loisir de la

commune de Bassens, aux agents communaux de la ville partenaire, ainsi qu'aux adhérents de l'association de photographie Ombre & Lumière.

Pour la catégorie « Junior » :

La participation des enfants est accompagnée par les animateurs pendant les temps dédiés au centre de loisir, le mercredi. La participation d'enseignants-chercheurs du programme QualipSo permet d'appuyer l'animation du dispositif.

L'animation autour du paysage alimentaire du quotidien se déroule en trois temps, étalés en trois mercredis :

• Premier temps :

Le paysage alimentaire du quotidien dans le cadre scolaire se trouve à la cantine. Il est donc envisagé de documenter :

- 1 photographie du plateau de la cantine du jour commune à tous les enfants + 1 questionnaire par enfant où ils auront l'occasion d'expliquer l'élément qu'ils apprécient ou pas sur le plateau (entrée/plat/dessert) et de préciser leur vision du lieu de la cantine.
- Visite des Jardins de Sybilles à Bassens l'après-midi afin de « Questionner les enfants sur le lien qu'ils font entre leur assiette et le potager » : comment les légumes arrivent-ils dans l'assiette ? Cette visite sera enregistrée à l'aide d'un magnétophone afin de capter les réactions et interrogations des enfants.

• Deuxième temps :

Pour cette deuxième semaine sur le thème du paysage alimentaire du quotidien, les enfants seront emmenés à :

Ramener une photographie en lien avec leur alimentation du quotidien dans le cadre familial. Un plat, un lieu, un moment peut être représenté.

Autour d'une animation au centre de loisir, les enfants seront emmenés à développer un récit autour de cette photographie sous la forme d'un temps d'échange enregistrée à l'aide d'un magnétophone.

- Troisième temps :

Cette dernière animation permet une valorisation commune des temps d'animations précédents. Les enfants seront emmenés à remplir un questionnaire bilan sur ces trois jours.

Pour la catégorie « Interne » :

Chaque participant peut proposer une image sur le thème du paysage alimentaire du quotidien. La photographie peut-être en lien avec la restauration collective de la ville ou bien de l'ordre du cadre privé. Chacune doit être accompagnée d'un discours expliquant le choix de l'auteur.

Pour la catégorie « Amateurs »

Les membres de l'association sont invités à participer à l'observatoire via une prise de photo régulière sur la thématique des paysages alimentaires du quotidien. Chaque année, l'association peut dédier une sortie de terrain pour cela.

La photographie sera accompagnée d'un discours explicatif de l'auteur.

Résultats

En raison de la crise sanitaire la mise en place de cet Observatoire photographie des paysages alimentaires du quotidien a été repoussé maintes fois. Néanmoins, l'expérimentation a été reprogrammé pour les mois d'octobre-novembre 2022.

Chercheurs impliqués

Nicolas d'Andrea – Maître de conférences à l'IUT Bordeaux
Montaigne, UMR Passages n°5319 du CNRS

Benjamin Chambelland – post-doctorant UMR Passages –
animateur du programme QualipSo

Maëlle Bouldoire – Master 2 de géographie DTOQP Université
Bordeaux Montaigne – stagiaire

Partenaires, acteurs et professionnels mobilisés ou mobilisables

Centre de loisirs, techniciens de la commune de Bassens et les
membres de l'association Ombre et Lumière

Bibliographie

- Bertho Raphaële, Bailleul Hélène, d'Andrea Nicolas, Guittet Caroline, Bectarte Hélène, et al. Mon paysage au quotidien : une pratique ordinaire ? Rapport de recherche MEDDE ; Université Rennes 2 Laboratoire ESO ; Université Bordeaux Montaigne. 2014
- Bignado Eva. De l'usage de la photo elicitation interview pour appréhender les paysages du quotidien : retour sur une méthode productrice d'une réflexivité habitante. Cybergeog: European journal of geography, 2013.
- Buyck Jennifer et Meyfroidt Aurore. Explorer les paysages alimentaires pour régénérer la fabrique agriurbaine. Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement. Territory in movement Journal of geography and planning, 2020, no 44-45.
- Dubucs Hadrien et Endelstein Lucine. Diversité culturelle dans le paysage alimentaire. Urbanisme, 2017, no 405, p. 60-62.
- Naif Sana Shaik. Paysages alimentaires autodéterminés : le cas de la Villeneuve de Grenoble : outil de médiation en faveur de la transition alimentaire dans les quartiers populaires. 2020.
- Toublanc Monique et Poulot Monique. Les territoires agriurbains en Île-de-France : entre paysage ordinaire, paysage agricole et paysage alimentaire ? Projets de paysage. Revue scientifique sur la conception et l'aménagement de l'espace, 2017, no 17.
- Vonthron Simon. Une géographie des paysages alimentaires urbains : relations entre pratiques spatiales d'approvisionnement alimentaire des habitants et environnement urbain. In : Ecole-chercheur" Systèmes Alimentaires et Villes : interactions, innovations et leviers pour la durabilité". 2019.
- « Votre paysage dans l'objectif : les girondins et leur cadre de vie » Une enquête de sociologie visuelle, projet mené par la Direction de l'Environnement et du Tourisme du Conseil général de Gironde, en partenariat avec l'Université Bordeaux Segalen - une exposition réalisée par Cap Sciences. 2010.

2.2. Communication des travaux engagés

Communications scientifiques acceptées

Les travaux présentés dans la présente partie du rapport ont fait l'objet de réponse à des appels à communication afin de les diffuser et les mettre en débats dans divers réseaux associant : enseignants, chercheurs, professionnels de la gestion et de l'aménagement du territoire, professionnels de l'action sociale et solidaire sur la thématique de l'alimentation.

Tab n°2 – Colloques et séminaire permettant la présentation des travaux en 2022

Nom	Lieu	Dates	Titre	Chercheurs
Colloque RIUESS (Réseau inter-universitaire de l'économie sociale et solidaire)	Science Po Bordeaux	1 ^{er} juin 2022	Gouverner la transition alimentaire sur le territoire du Grand Projet des Villes de la Rive Droite dans la Métropole Bordelaise : entre enrôlement et adhésion des acteurs de l'ESS	Abdourahmane Ndiaye & Benjamin Chambelland
Séminaire international APERAU (Association pour la promotion de l'enseignement et de la recherche et aménagement et urbanisme)	Université Bordeaux Montaigne	28 juin - 1 ^{er} juillet	Biodiversité et agriculture urbaine, « associées-rivales » face à l'artificialisation ? Analyse d'un projet d'aménagement bordelais.	Pascal Tozzi & Benjamin Chambelland
Colloque ASRDLF (Association de Science Régionale de langue Française)	Science Po Rennes	28 juin - 1 ^{er} juillet	L'agriculture de proximité comme socle d'un système urbain social et solidaire : le cas du « Grand Projet des Villes de la Rive Droite » au sein de la métropole de Bordeaux	Nathalie Corade & Benjamin Chambelland

Publications

Tout ou partie des séminaires et colloques auxquels les membres de QualipSo participent fera l'objet de parutions (numérique ou papier). Cette perspective est en attente de précisions de la part des organisateurs. Par ailleurs, la publication d'un article est déjà en cours de processus dans une revue nationale suite à une sélection à un appel à communication :

- Davasse Bernard et al. Le sol dans tous ses états. Paysage alimentaire et projet de territoire agri-urbain en rive droite de la métropole bordelaise. *Projets de paysage. Revue scientifique sur la conception et l'aménagement de l'espace*, 2023, no 27.

Autres communications

Les travaux initiés dans le cadre de ce projet ont pu être mis en débat – ou le seront prochainement – lors d'évènement locaux ou nationaux :

- Rencontre collective ouverte aux élus et techniciens des villes du GPV Rive Droite
Un Projet Alimentaire Territorial, de quoi parle-t-on ?
Intervention de Gilles Perole, adjoint au maire à l'éducation et à la transition alimentaire de la ville de Mouans-Sartoux.
Juin 2021 à Floirac
- Assises territoriales de la transition agro-écologique et de l'alimentation durable
Vers un système alimentaire local, social et solidaire
Septembre 2022 à Nantes

Séminaire de bilan et de perspectives

Dans le cadre du Master Alimentation Durable et Résilience Territoriale (ADRET) de l'Université Bordeaux Montaigne un atelier pédagogique est envisagé afin d'organiser un séminaire dédié au bilan et aux perspectives du programme de recherche-action QualipSo. Ce séminaire est programmé pour le mois de novembre 2022. Il a pour objet d'inviter l'ensemble des acteurs impliqués

dans le PAT de la Rive Droite depuis 2019 (élus, techniciens, membres d'associations, citoyens, chercheurs, enseignants, étudiants) afin de présenter et de mettre en débat les réflexions menées dans le cadre de la recherche QualipSo.

2.3. Évaluation de la recherche-action

Les trois orientations de recherche développées demandent à être confortées et déclinées en action à différentes échelles de temps et d'espace. Il s'agit de « faire recherche » tout autant que de « faire projet » dans une temporalité donnée, un coût, un jeu d'acteurs, etc. L'enjeu est de clarifier les méthodes, les objectifs pouvant bénéficier respectivement à chacune des démarches « amenant à penser la réalité autrement et par conséquent à agir sur elle pour structurer et reconfigurer nos manières de faire collectif, de faire territoire » (Bazin, 2018). Dans cette perspective il paraît nécessaire d'évaluer cette démarche. Comment est-il possible d'évaluer la dynamique du PAT de la Rive Droite ? La recherche engagée peut-elle contribuer à alimenter cette évaluation et à enrichir les perspectives d'actions ?

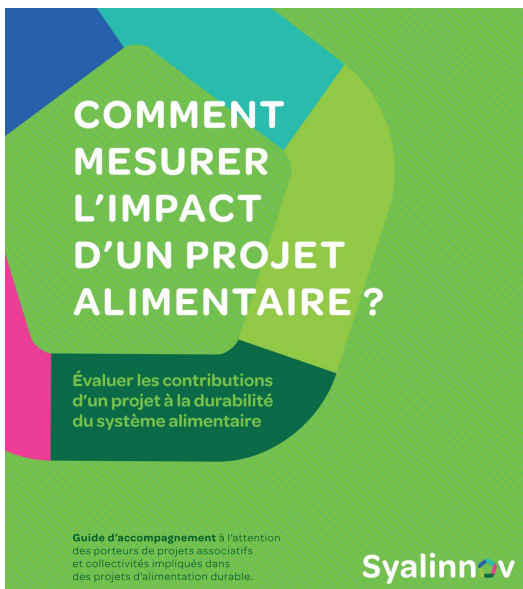
L'évaluation des PAT

L'évaluation des projets alimentaires territoriaux est un sujet encore peu exploré dans le champ de la recherche. La bibliographie existante fait référence à des modalités d'évaluation spécifiques des systèmes alimentaires territoriaux (SAL)³ et de l'agriculture urbaine (Duchemin, Lefebvre, 2019).

³ - Les indicateurs du cadre de suivi d'évaluation du pacte de Milan : <http://www.fao.org/3/ca6144fr/CA6144FR.pdf>
- Le projet URBAL (Urban driven innovations for sustainable food systems) : <https://www.urbalfood.org/>
- DuALIne - Durabilité de l'alimentation face à de nouveaux enjeux <https://www.cirad.fr/publications-ressources/edition/etudes-et-documents/dualine>

Le projet « Syalinnov » récemment publié par La Fondation Daniel & Nina Carasso (2019)⁴ vise, de son côté, à mesurer précisément l'impact d'un PAT ; d'évaluer les contributions d'un projet à la durabilité du système alimentaire. L'hypothèse fondatrice de cette méthode d'évaluation est d'envisager « la proximité comme vectrice de durabilité ». Dans le contexte du territoire du GPV cette hypothèse paraît tout à fait probante. Les 5 proximités proposées – proximités géographique, économique, cognitive, sociale et politique – permettent d'étudier les relations de « distanciations entre le mangeur et son alimentation, entre les acteurs du système alimentaire » (Syalinnov). Si ce guide d'évaluation paraît être un outil utile à l'évaluation du PAT de la Rive Droite, il semble pour autant ne pas prendre en compte une part des spécificités de ce territoire. Au côté de l'indice de proximité, il semble aussi nécessaire d'étudier ceux liés à l'évolution des pratiques alimentaires, à l'impact sur l'environnement, à la création d'emploi, aux interrelations entre les acteurs (publics, privés et de la société civile).

⁴https://www.avise.org/sites/default/files/atoms/files/20190425/guide_syalinnov.pdf



En 2021, le CEREMA et le ministère de la transition écologique ont rendu public un nouvel outil d'évaluation des PAT. Cet outil est réalisé à partir d'un inventaire des dispositifs d'évaluation existant et d'un travail d'enquête auprès d'acteurs locaux engagés dans la conduite de PAT⁵. Ce guide d' « auto-évaluation environnementale des Projets Alimentaires

Territoriaux » a pour objet de compléter les dispositifs d'évaluation existant en prenant pour focale principale – tel que son nom l'indique – l'impact environnemental de ces projets. Le questionnement de fond exprimé est le suivant : « Dans quelle mesure les PAT contribuent-ils ou peuvent-ils contribuer à accélérer la transition écologique ? ». Par ailleurs, ce guide révèle également une orientation méthodologique affirmée : « le choix de l'auto-évaluation participative ». L'enjeu exprimé est « d'améliorer la connaissance, de faire converger les visions entre acteurs et de développer progressivement une plus grande capacité d'actions collectives moyennant le croisement des regards et la mutualisation des moyens disponibles ».

⁵ Entretien en septembre 2021 avec Nathalie Rancineux et Cindy Melfort, cheffes de projet en stratégie de Transition et participation Citoyenne, CEREMA.



L'auto-évaluation environnementale des Projets Alimentaires Territoriaux

Document repère
V1



2021



Une tentative de mise en place de cette méthode appliquée au PAT de la Rive Droite s'est confrontée à deux freins principaux.

L'orientation principale de la méthode centrée sur l'approche environnementale, bien qu'elle fasse sens pour les acteurs impliqués, ne doit pas éluder l'approche sociale inhérente au PAT Rive Droite. Les efforts déjà engagés pour la structuration du PAT aurait pu être fragilisé par

la mise en place de cette méthode qui semble plus adaptée pour une mise en œuvre très en amont de l'élaboration d'un PAT. De fait, le PAT Rive Droite étant déjà bien structuré il a semblé délicat de recommencer des ateliers de co-construction de la démarche en prenant le risque de donner le sentiment de revenir en arrière dans la dynamique plutôt que de se projeter en avant tel que le collectif l'exprimait.

Ces deux années de développement de la recherche-action ont ainsi permis de faire un état des lieux des méthodes d'évaluation développées au sujet des SAL et des PAT et d'initier le recensement d'indicateurs adaptés à la démarche engagée. Le tableau ci-joint présente une série d'indicateurs en lien avec les trois orientations de recherche mobilisées dans le cadre de QualipSo.

- 1 # Pratiques socio-spatiales de la restauration collective publique
- 2 # Activités agro-écologiques en milieu urbain dense
- 3 # Dynamique participative impliquant les acteurs locaux

Tab n°3 – Grille d'évaluation potentielle du PAT Rive Droite en lien avec les axes de recherche

Indicateurs	Indices	Nature	Axes
Évolution de l'approvisionnement des cuisines centrales	Origine et qualité(s) des produits utilisés	Qualitatif	1 #
Évolution du gaspillage alimentaire	Kg/repas	Quantitatif	1 #
Identifier et étudier les freins des transitions alimentaires en contexte urbain de décrochage	Échantillon de familles	Qualitatif	1 #
Mise en lumière des transitions alimentaires en cours	Échantillon de familles	Qualitatif	1 #
Quantité de repas produits en resto Co en lien avec le système de production de maraîchage local	nbr	Quantitatif	1 # 2 #
Reconnaissance/valorisation de la démarche	Label	Qualitatif	1 # 2 #
Surface dédiés à l'agro-écologie	Hectares - %	Quantitatif	2 #
Surface parmi les espaces publics dédiés aux jardins partagés	M2 - %	Quantitatif	2 #
Quantités produites (fruit/légume) liées à l'activité d'agriculture urbaine "AU"	Kg tonne	Quantitatif	2 #
Nombre d'emplois créés en lien avec la vie de l'AU	nbr	Quantitatif	2 #
Quantité de biodéchets valorisées liées à l'AU	tonne	Quantitatif	2 #
Inventaire d'espèces permettant d'évaluer l'évolution de la biodiversité	Étude naturaliste	Qualitatif	2 #
Nombre de participant à la vie de l'AU	nbr	Quantitatif	3 #
Nombre d'atelier/formation mis en place liés à la vie de l'AU	nbr	Quantitatif	3 #
Évolution des représentations sociales des habitants et des gestionnaires du lieu	Etude socio	Qualitatif	3 #
Rayonnement de l'AU à l'échelle du quartier et au-delà	Etude socio	Qualitatif	3 #
Gouvernance partagée	Réseau d'acteurs - Implication des acteurs (publics, privés, de la société civile)	Qualitatif	3 #

Bilan et perspectives d'évaluation

La démarche d'évaluation est à l'œuvre mais elle nécessite un état d'avancement plus mûr de chaque réflexion-action afin de pouvoir la mener. Les deux années écoulées (2020-2022) ont permis d'initier les démarches mais il est encore trop tôt pour en tirer un bilan concret. L'évolution de l'approvisionnement des cuisines centrales ne fait que commencer, un diagnostic plus poussé des pratiques est programmé pour le mois de juin 2022. Un programme d'accompagnement et de formation des employés de la cuisine aura également lieu à l'automne 2022. L'évolution du gaspillage alimentaire suppose une implication des agentes de service. Après 2 années complexes pour elles en raison des contraintes sanitaires du Covid 19, les actions de sensibilisation voient tout juste le jour. Le tri et la collecte des biodéchets dans toutes les écoles va commencer à partir de septembre 2022. L'identification et l'étude des freins des transitions alimentaires en contexte urbain de décrochage, ainsi que la mise en lumière des transitions alimentaires en cours relèvent d'une temporalité similaire. Le lancement d'un diagnostic sur les pratiques alimentaires à l'attention d'habitants de Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) du territoire va avoir lieu de mai à octobre 2022 (questionnaire en porte à porte afin d'échantillonner 300 foyers).

De même, l'ensemble des critères d'évaluation liés au développement de l'Agriculture Urbaine (AU) : surface dédiée, quantité de légumes produits, approvisionnement de la restauration collective public, nombre de participants et d'emplois créés, biodéchets valorisés, rayonnement, évolution de la biodiversité, ne pourront être traités qu'à la suite du développement des actions concernées. Pour exemple, un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) permettant la sélection de porteurs projet pour la mise en culture des fonciers agricoles identifiés a été initié en mars 2022. Le processus de l'AMI s'étale jusqu'en juillet 2022 pour une première mise en culture au printemps 2023.

Si l'ambition de départ a été en partie empêchée, le collectif s'est attelé à reformuler la problématique de la recherche/action et à élargir ses objectifs. Il s'engage aujourd'hui dans la durée sur un projet plus conséquent. La programmation de la présente recherche-action initialement prévue sur 2 ans (2020-2021) est aujourd'hui projetée sur 4 ans (2020-2023). Ce sont ces nouveaux cadres et ces perspectives qui sont présentés dans ce rapport.

Partie 3.

Une implication des
formations motrice
d'innovation pédagogique
et d'action

3.1. Introduction

Durant les années universitaires 2020-21 et 2021-22, le programme QualipSo a mobilisé les étudiants appartenant à 4 établissements d'enseignement supérieur différents : l'IUT Bordeaux Montaigne, l'Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux (ENSAP), l'Ecole nationale supérieure des sciences agronomiques (Bordeaux Sciences Agro) et l'UFR Sciences des Territoires et de la Communication de l'Université Bordeaux Montaigne. Globalement, près de 430 heures de cours ou de TD ont été données par des membres de l'équipe de recherche à 120 étudiants répartis dans 5 formations niveaux DUT1, Lpro, M1 ou M2. Ces formations relèvent de champs disciplinaires complémentaires : géographie, paysage, agronomie, urbanisme et projet de développement social et culturel. Les étudiants ont ainsi contribué à la production de données et à l'animation de rencontres entre acteurs territoriaux et enseignants-chercheurs du programme (partie 1). Au-delà de ces apports, il est important de constater que le programme de recherche a pu être un vecteur d'innovation pédagogique pour des formations émergentes ou susceptibles de modifier leur positionnement (partie 2).

3.2. Des contextes pédagogiques variés

Tab n°4 – Nombre d'heures de cours selon le site

Semestre	2020		2021		2022	Total
	janv.-juin	sept.-déc.	janv.-juin	sept.-déc.	janv.-juin	
IUT DUT1 GU IUT Lpro CP		40 40		52		40 92
E NSAP M2			70		70	140
Bdx Sci. Agro		140				140
UBM M1 DTOQP			8		8	16
Total		220	78	52	78	428

À l'ENSAP Bordeaux, en formation paysagiste DEP 3

Deux « séminaires d'approfondissement » ont permis d'associer des étudiants-paysagistes de l'ENSAP à QualipSo. Ce cadre pédagogique vise à initier les étudiants aux méthodologies de la recherche en matière de paysage et de l'action en ce domaine. Plus que d'obtenir des étudiants une recherche aboutie, il s'agit de leur proposer de construire un questionnement et de réfléchir à des méthodes d'investigations en petits groupes. Ce travail d'élaboration d'une problématique et d'une méthode est associé à des tests sur le terrain, visant à jauger la validité des orientations retenues.

En 2021 et 2022, la thématique « Paysage alimentaire et projet de territoire agri-urbain en Rive droite de la métropole bordelaise » a pour application principale d'aider les collectivités à mobiliser la démarche paysagère pour élaborer un projet de territoire agri-urbain à forte dimension sociale et environnementale. Il s'agit notamment de réfléchir à la place d'une agriculture de ce type dans la ville, sur la base d'un dialogue mobilisant toutes les parties prenantes et conduisant à une vision partagée du territoire. Il s'agit

également d'être force de proposition afin que les collectivités publiques puissent traduire dans l'espace et les paysages les enjeux agricoles, environnementaux et alimentaires. Il s'agit enfin d'inscrire leurs actions, ainsi que celles des institutions associées, dans la durée sur la base de scénarios paysagers prospectifs.

2021 : un séminaire centré sur les transects alimentaires

L'approche retenue à l'échelle des quatre communes devait relier enjeux de production agricole de qualité et de proximité, équité sociale et préservation de l'environnement et des paysages. Les étudiants pouvaient s'appuyer, notamment, sur un travail de d'enquête réalisé en DUT Gestion Urbaine, au semestre antérieur (Cenon, Floirac et Lormont). La réflexion devait mobiliser les liens de complémentarité existant entre les méthodes de la recherche paysagère, celles de la conception/réalisation d'un projet de territoire partagé et celles permettant une valorisation des résultats auprès des acteurs locaux.

Dans un rapport de 37 pages inspiré des méthodologies de transect alimentaires (Buyck et Meyfroidt, 2020), le groupe de 8 étudiants a enquêté, représenté et analysé les paysages alimentaires des 4 communes du GPV. Il identifie les acteurs sur lesquels s'appuyer, des enjeux et potentialités d'intervention. Ce travail a été présenté à un groupe d'élus et techniciens des communes concernées.

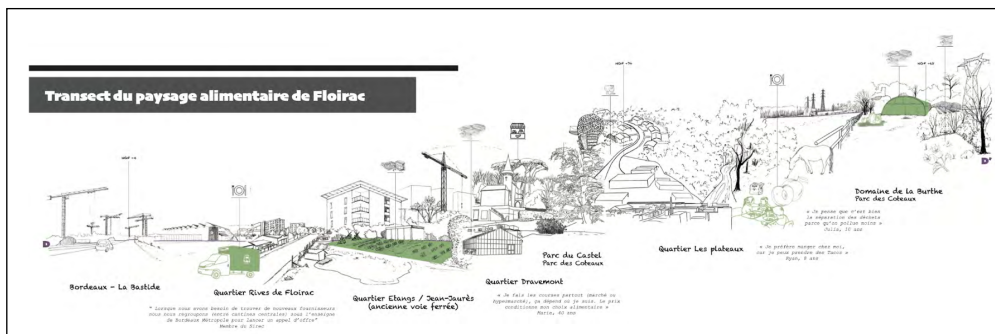


Figure 4 : Exemple de transect alimentaire réalisé en séminaire d'approfondissement.
Source : ENSAP BX – 2021

2022 : Un séminaire ouvert sur la production filmique

Au-delà du cadre méthodologique des paysages alimentaires, cet exercice met en avant la production filmique (Bories B, 2015). Les étudiants étaient amenés à considérer le film comme un potentiel dispositif d'enquête et de médiation, permettant l'échange avec les habitants et les acteurs impliqués. Les étudiants étaient invités à interroger les savoirs paysagers produits par les films, à questionner les pratiques induites et à réfléchir aux apports et aux limites de cet outil. Ils devaient s'attacher pour cela à construire une critique d'expériences déjà conduites en ce domaine, à les positionner dans un cadre théorique plus général (état de l'art à faire) et à mettre en place leurs propres expérimentations sur le terrain, au service de la conception/réalisation d'un projet de territoire partagé.

Un groupe de 10 étudiants a réalisé le portrait paysager de chaque site de production agricole repéré dans le cadre du le P.A.T. (le Domaine de Beauval, le Grand Tressan, Labat, le domaine du Loret, et le Canon). Sur la base d'entretiens d'acteurs

VERS UNE MOSAÏQUE DE PAYSAGES ALIMENTAIRES

**E. LACOMBE
P. LE MEUR
P. NGUYEN HA
V. PROKHVATYLO
H. RATTIER**

**C. ARGUEL
D. BARRAY LE HELLO
E. CHEVRY
C. DE BARROS**

7"40

Figure 5 : Capture d'écran de l'un des films réalisés par les étudiants de l'ENSAP Bx dans le cadre du séminaire d'approfondissement à la recherche.
Source : ENSAP BX – 2022

professionnels, la collecte d'images et de témoignages sur site (y compris par drone), les étudiants ont construit 3 montages vidéos mobilisés au cours d'un atelier-débat, structurés par l'enchaînement « présent, passé, futur ».

À l'IUT Bordeaux Montaigne

Deux formations ont pu être associées à QualipSo : un exercice test avec les DUT Gestion Urbaine et un exercice reconduit avec le Pro Coordination de projet de développement social et culturel.

En DUT Gestion Urbaine (2020)

Dans le cadre des cours de diagnostic de territoire et d'ethnophotographie, la promotion 2019-20 en 1ère année de DUT Carrières Sociales option Gestion Urbaine réalise en un travail de diagnostic territorial sur des thèmes variés, contribuant à leur découverte du territoire métropolitain. La collaboration avec La recherche QualipSo a offert l'opportunité de sensibiliser les étudiants au fait que l'alimentation est redevenue un enjeu fort des politiques publiques, que ce soit dans une perspective de santé, de sécurisation de l'approvisionnement, d'amélioration de la qualité des filières de production et de transformation, de lutte contre le gaspillage, de conception de circuits courts, etc.

Dans cette session, les étudiants étaient invités à traiter un angle mort des paysages alimentaires que constitue l'appropriation des espaces publics : « manger dehors », quelles pratiques, quelles interactions avec le tissu économique, la restauration collective scolaire, l'armature des parcs et jardins sur le territoire du GPV ? Par leur collecte photographique et d'entretiens informels durant l'automne, ils ont constitué une banque de données et réalisé 5 transects paysagers par dessin et collage sur poster. Malgré le contexte des mesures sanitaires affectant l'appropriation de l'espace public, les indices récoltés par les étudiants ont pu constituer une ressource constructive vis à vis : des étudiants paysagistes pour qui ils ont organisé une visite de terrain ; de

l'enseignant membre de l'équipe de recherche qui a réalisé des cartes heuristiques documentant chaque parcours et confirmant la pertinence du sujet.

En Lpro Coordination de projet de développement social et culturel (2020, 2021)

L'ECUE11 est un module associant Diagnostic de territoire et géographie urbaine. Il renforce la capacité à décrire les territoires (population, équipements, habitat, problématiques sociales) tout en la reliant au travail des institutions (représentations et stratégies d'acteurs). Il vise également à formaliser des supports d'échange, qui traduisent le diagnostic des situations, contribuent à l'analyse des enjeux et à l'identification de pistes d'action. En s'appuyant sur des données documentaires balisées par le cours (lectures, statistiques publiques, cartographie), ils sont capables de questionner un cas/sujet et de mettre en œuvre une collecte ciblée d'informations (entretiens d'acteurs, observation directe, autre technique d'enquête). Finalement, ils traduisent l'essentiel de leurs résultats – synthèse des constats, enjeux, préconisations éventuelles – en ayant recours aux formats pertinents : note d'analyse, poster, réunion de restitution avec les acteurs, vidéo, entre autres possibilités...

2021 : l'accès à une alimentation de qualité et coopération d'acteurs

Dans cette session, la promotion était invitée à s'intéresser à la précarité alimentaire et aux dispositifs d'accès à une alimentation de qualité dans la commune de Lormont. Les territoires de la Politique de la Ville sont traditionnellement concernés par l'aide distributive mais aussi de nouveaux modèles d'action incarnés par certains acteurs partenaires du PAT. Ceux-ci pratiquent un accompagnement « par l'alimentation » pour une transition alimentaire plus juste et durable. Le projet QualipSo crée l'opportunité de faire découvrir ces approches aux futurs coordinateurs de projet de développement social. Les étudiants ont ainsi été amenés à enquêter les publics de VRAC, d'Habitat

Jeunes des Hauts de Garonne, du centre social Didée, d'e-graine Aquitaine et du CAS CCAS de Lormont. En retour, ils devaient restituer leur perception aux acteurs sous forme d'échange médié par un poster composé suivant la technique de la facilitation graphique.

L'atelier a ainsi été organisé en 2 temps : problématisation-observation (5 jours), puis initiation à la facilitation graphique-médiation (3 jours). Il en résulte 5 rapports, un corpus d'entretiens retranscrits, d'observations de terrain et 5 posters.

LE PAYSAGE ALIMENTAIRE DES RÉSIDENTS DE L'HABITAT JEUNE DE LORMONT

Élaboré sur
Bordeaux Montaigne
réalisé par les étudiants
LORMONT

HABITAT JEUNE

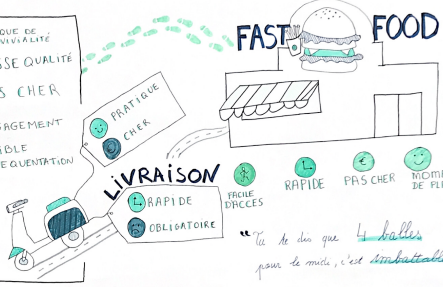
- PEU UTILISÉ
- MANQUE D'ÉQUIPEMENT
- MANQUE DE TEMPS
- OBLIGATOIRE

"J'ai payé la forme de
maison du monde, ça fait
mes parents de Lormont"



- MANQUE DE CONVAINCABILITÉ
- BASSE QUALITÉ
- PAS CHER
- ENGAGEMENT
- FAIBLE FREQUENTATION

"Une gamelle de
poussin me rassure et
même si c'est pas
équitable, au moins
j'ai quelque chose
dans l'assiette"



"Ce n'est pas que 4 balles
pour le mec, c'est imbattable"

AUTRES LIEUX HORS CANTINE

- RECHERCHE QUALITÉ
- DIFFICILE D'ACCÈS
- COMMERCES CHER
- OBLIGATION
- BEAUCOUP DE CHOIX



"C'est le premier prix, est même
mais on y perd en matière qualité"

- CHER
- FAICILE D'ACCÈS
- OBLIGATION
- BEAUCOUP DE CHOIX



De-graine

L'ALIMENTATION C'EST QUOI POUR TOI?

La cantine c'est sain,
c'est pas terrible ça se
mange.
Avant on y mangeait mieux
car il y avait un cuisinier

MAISON

- Lien privilégié entre les
jeunes et leurs parents
- La distance maison/lycée
les empêche d'y
manger

Fast food (Macdo) pas
trop cher et bon mais
mauvais en même temps.
Je mange dehors au fast
food, il y a le choix.

ESPACE PUBLIC

- Investissement de
l'espace public
- Fast food / repas
maison / supermarché

→ Les jeunes s'y
accordent par nécessité
→ Ils n'aiment pas ça
→ Mais les jeunes sont
conscients que la
nombreuse y est équilibrée

CANTINE

À la maison je mange
bien. Ça m'inspire la
bonne nourriture.
J'habite loin je mange
à la cantine, j'ai
pas le choix

→ Beaucoup de fast-food
par le territoire
→ Les jeunes sont sensibles
à leur alimentation
→ L'un(e) sur deux qu'ils
mangent

On se pose sur les bancs
pour manger des
sandwich.
Je mange à l'extérieur
mou permet de se retrouver
entre amis.



Élaboré sur
Bordeaux Montaigne
réalisé par les étudiants
LORMONT

Figures 6 et 7 : Exemples de posters réalisés par les étudiants de Lpro en mobilisant l'outil graphique. Source : IUT Bordeaux Montaigne – 2021



*Figure 8 : Animation d'une rencontre débat en présence de techniciens des villes et des structures locales partenaires de la démarche. Les posters sont mobilisés pour animer les échanges.
Source : IUT Bordeaux Montaigne – 2021*

2020 : gaspillage alimentaire et restauration collective publique.

Dans cette session, la proposition était d'initier les futurs coordonnateurs de projet de développement social aux actions de lutte contre le gaspillage alimentaire dans le champ de la restauration collective publique. Le programme QualipSo offrait l'opportunité d'une observation de la campagne de sensibilisation au tri-pesage dans diverses écoles élémentaires de la Riva Droite. Globalement, il était demandé aux étudiants en Lpro Coordination de projet de mettre en perspective communale les divers aspects de la lutte contre le gaspillage alimentaire dans la restauration collective scolaire. Dans chaque commune du GPV, qui sont les acteurs et les équipements impliqués, quelles mesures ont été prises ces dernières années, quelles politiques publiques se

dessinent, comment est reçu le dispositif de sensibilisation au gaspillage dans les cantines ? Pour ce faire, les étudiants devaient effectuer une recherche documentaire, des entretiens d'acteurs professionnels et une observation participante d'animations et organiser une restitution pour les partenaires.

Malheureusement, à l'automne 2020, l'évolution de la pandémie a conduit les municipalités à l'annulation des semaines de pesées. Il résulte toutefois de cet atelier un grand nombre de rencontres d'acteurs générant un corpus d'entretiens enregistrés et partiellement retranscrits particulièrement riche. La restitution collective a dû se tenir en distanciel, le 18 mars 2021 ; les échanges ont été enregistrés.

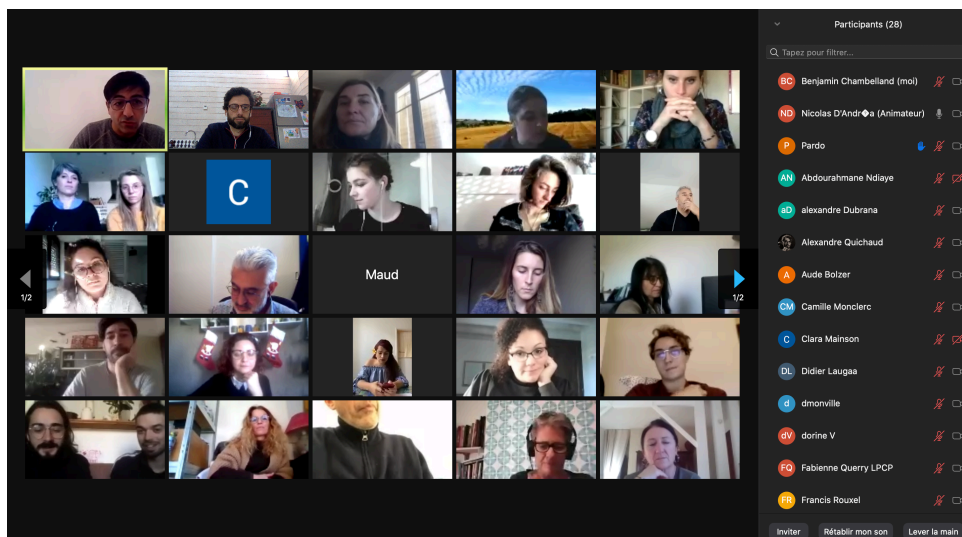


Figure 10 : Animation d'une rencontre débat en distanciel par les Lpro
Source : IUT Bordeaux Montaigne – 2020

À Bordeaux Sciences Agro, formation Ingénieur agronome - spécialisation « Agricultures, Proximité et Territoires d'ici et d'ailleurs »

Dans le cadre d'un module de 140H l'année universitaire 2020, 8 étudiant.es ont analysé le cas du projet d'installation d'une ferme urbaine et/ou d'un projet en lien avec l'agriculture sur les 7ha de la zone du Canon à Floirac. Il s'agissait d'aborder diverses dimensions (productive, organisationnelle, logistique, etc.) en lien avec les objectifs du PAT. Que pourrait apporter la surface en termes de production (nature, quantité) ? Quelles contraintes engendrerait le positionnement en zone humide, notamment pour la restauration collective ? Quels seraient les besoins de la cuisine centrale, les possibilités et difficultés d'introduire des produits issus d'une production locale ? Comment installer et construire la ferme ? Avec quel statut juridique : régie publique communale, intercommunale, installation classique ? Quels seraient les besoins supplémentaires (légumerie, équipements auxiliaires...) ?

À partir de 15 séances de mise en place de la méthode, 10 séances de terrain et 15 séances d'analyse des résultats, le groupe d'étudiant.es a réalisé un rapport de diagnostic avec scénarios contrastés et présenté une restitution auprès des acteurs partenaires et des enseignants-chercheurs du programme. Cette production s'inscrit dans une série de travaux en coopération avec la FAB (convention de 2 ans signée au 1er janvier 2020) contribuant à la maîtrise locale du sujet, la diffusion et l'approfondissement de la connaissance sur le sujet et cette emprise foncière.

3.3. Les apports en termes d'innovation pédagogique

Une recherche-action comme QualipSo est une opportunité d'efficacité et de complémentarité des tâches pour des enseignants-chercheurs intervenant dans des formations professionnalisantes. L'activité pédagogique est moins souvent un obstacle à la recherche, mais un moyen de la partager (donc de la repenser), voire de l'alimenter, sous réserve que cette perspective soit profitable à tous, et pas une instrumentalisation des étudiants. L'association des publics des formations, aux terrains de cette recherche a donc permis de réassurer nos pratiques du côté de l'innovation pédagogique, au sens général d'un « [...] rejet des pédagogies dites de la transmission (la magistralité), pour favoriser l'activité des étudiants, ce qui correspond au glissement souvent évoqué du paradigme de l'enseignement au paradigme de l'apprentissage » (Lemaître, 2018, p. 3). Le modèle du « déploiement des innovations pédagogiques dans l'enseignement supérieur » de Bécharde et Pelletier (2004) permet d'en interroger le processus.

Étape 1 : idéation

La recherche-action intervient dans des calendriers et des dynamiques de formation contrastées. Dans le cas des formations bien établies de l'ENSAP, Bordeaux Sciences Agro, ou de l'IUT (la Lpro), QualipSo offre les moyens de tester de nouveaux objets, de nouvelles techniques d'observation et de médiation, impliquant des modifications de scénarios pédagogiques. Les formations nouvelles comme le Master Développement des territoires, origine et qualité des produits ou le BUT Villes et Territoires Durables (qui se profilait avec les dernières promotions de DUT Gestion Urbaine) entrent dans une itération différente ; il s'agit moins de « déterminer des possibilités de changement pédagogique » que de nourrir un « diagnostic stratégique » utile à l'écriture de l'offre de formation.

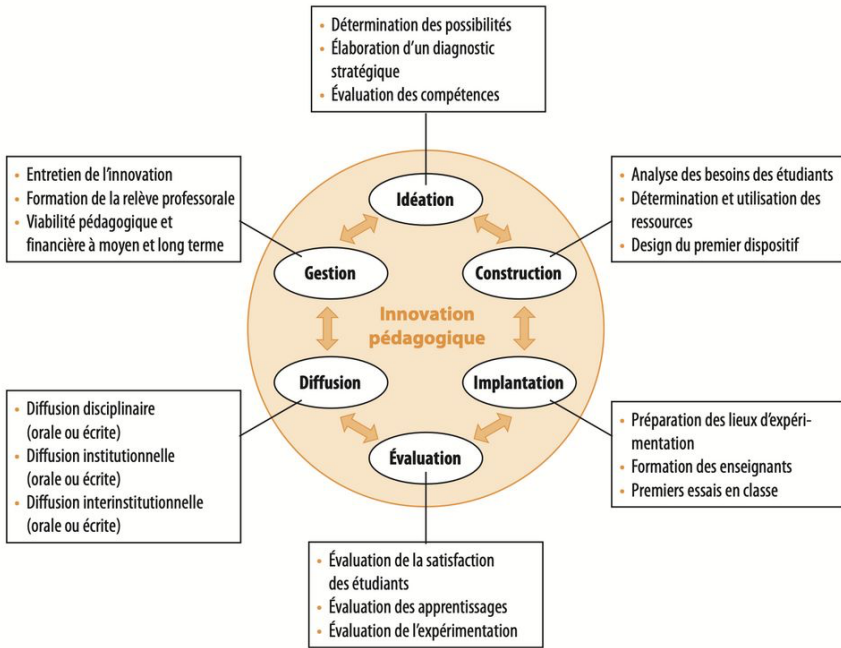


Figure 11 : Étapes de déploiement des innovations pédagogiques dans l'enseignement supérieur
Source : Béchard et Pelletier, 2004

Étape 2 : la construction

Les partis-pris pédagogiques convergent vers une « intensification de l'interaction et de l'interactivité en classe et hors classe » (Lemaître, 2018, p. 275). En classe, ce mécanisme est garanti par une pédagogie de type « groupe de recherche » (Pardo, González-Aja et García-Arjona, 2012), où le sujet est rapidement présenté par l'enseignant avec les ressources nécessaires (bibliographiques, outils d'observation), de façon à entrer le plus rapidement en phase de travail collectif, répartition des tâches, mise en place de l'observation. Le hors classe repose sur deux principes majeurs qui seraient difficilement praticables sans le contexte de recherche-action : d'une part, la facilitation de l'accès

au terrain, c'est à dire aux acteurs professionnels, à leurs espaces de travail et à leurs publics ; d'autre part, l'inscription dans une logique transactionnelle, motivant les étudiants à restituer un travail de qualité aux acteurs. Il est d'ailleurs notable de voir s'opérer un effacement relatif de l'enseignant, qui se trouve davantage dans une posture de facilitateur - au sens rogérien (Privas-Bréauté V., 2014) et plus banalement en termes d'accès aux ressources matérielles - d'un dispositif de médiation dont il n'est pas la cible principale.

Étape 3 : l'implantation

Les « lieux d'expérimentation » sont dictés par l'agenda du PAT et les variations thématiques recherchées au sein de chaque formation. Les vertus du trinôme enseignement-recherche-action trouvent toutefois assez rapidement une limite sur le terrain, celle de la sursollicitation des mêmes acteurs. Celle-ci amène les formations à ne pas se projeter en termes de répétition (parfois confortable ou attendue dans une logique d'observatoire) mais de déclinaison, forçant aussi l'exploration de sujets moins évidents, avec un effet heuristique à repérer sur le temps long. La spatialisation des activités pédagogiques s'est aussi nourrie d'expérimentation de travail inter-sites, sous la forme d'un « tuilage » entre le travail des 1ères années de DUT et celui des étudiants de l'ENSAP (les premiers organisant une visite de terrain et transférant leurs données d'enquête aux seconds ; les futurs paysagistes sensibilisant les DUT à leur champ professionnel).

Concernant la « formation des professeurs et des chargés de cours », QualipSo initie un processus d'interconnaissance qui rend possible l'échange de compétences et le partage de réseau entre formations. Au stade actuel, le chargé de mission du PAT (Benjamin Chambelland) est en position de pivot, participant à toutes les formations citées ; des invitations croisées s'y ajoutent et préfigurent des collaborations pédagogiques plus variées. L'exemple de la Lpro de l'IUT Carrières Sociales est intéressant en ce qu'il exemplifie plusieurs mécanismes :

- la consolidation d'un binôme enseignant intérieur-extérieur autour d'un atelier de diagnostic territorial dont le scénario pédagogique se stabilise tout en déclinant les sujets/systèmes d'acteurs ;
- l'optimisation du temps d'enquête par un agenda de rencontres d'acteurs convenu avant le début du cours ;
- la solution trouvée à un besoin de compétence rare - la facilitation graphique - grâce au réseau du collègue extérieur.

Étape 4 : l'évaluation

Dans quelle mesure les innovations apportées via l'interaction avec le programme de recherche « favorisent chez les l'étudiant l'utilisation adéquate et régulière de stratégies d'apprentissage pertinentes » ? (Viau, 2009). Les dispositifs engagés sont plutôt de nature à solliciter des stratégies métacognitives dans le sens où les outils de collecte ne sont pas imposés mais simplement étayés par des éléments de méthode et que les étudiants doivent analyser leurs besoins pour y répondre en autonomie. Ceci repose aussi sur le fait que confrontés au feed-back des acteurs professionnels, celui des enseignants devient un contrepoint, dont la construction et la réception seraient à interroger. A ce stade du processus d'innovation pédagogique, la dimension évaluative tant de la satisfaction des étudiants que de leurs modalités d'apprentissage est en chantier. Des problèmes ont été décelés (par exemple la difficulté à s'emparer des 4 communes) et ont pu générer des adaptations (se centrer sur une seule, et décliner la commande sur une autre, l'année suivante). Le sens général de la démarche diagnostic-médiation semble bien compris et générer l'adhésion recherchée.

Étapes 5-6 : la diffusion – la gestion

Il s'agit de processus encore non advenus. La question du transfert de l'innovation dans d'autres cours se heurte à la reproductibilité des conditions partenariales et de la qualité d'expertise terrain. Il est palpable toutefois que pour ceux ayant participé à l'expérience, existe la tentation de s'inspirer de leur nouveau référentiel d'activités pédagogiques ou d'en faire la promotion.

Enseignants-chercheurs impliqués

Nicolas d'Andrea – Maître de conférences à l'IUT Bordeaux Montaigne, UMR Passages n°5319 du CNRS

Benjamin Chambelland – post-doctorant UMR Passages – animateur du programme QualipSo

Nathalie Corade – Maître de conférences à Bordeaux science Agro, INRAe – UR ETBX

Bernard Davasse – Professeur à l'École Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage de Bordeaux, UMR Passages n°5319 du CNRS

Yannick Hernandez – Maître de conférences à l'IUT Bordeaux Montaigne, UMR Passages n°5319 du CNRS

3.4. Conclusion

La place de l'enseignement dans ce projet de recherche se caractérise par des apports significatifs en termes de données d'observation, de relations d'équipe et d'innovation pédagogique. D'abord, les diverses séquences pédagogiques constituent, par les représentations graphiques/audiovisuelles créées, les entretiens d'acteurs, les débats générés, autant de balises documentant la trajectoire du PAT. Cette mémoire, ces sources et éléments de réflexion peuvent être recyclés dans les communications scientifiques. Ensuite, il s'avère qu'autour des enseignements se joue une partie du relationnel d'équipe ; la dynamique collaborative, le partage informel d'informations, la probabilité de se rencontrer en sont accrus. Enfin, le calendrier des actions, l'accessibilité aux individus qui s'y investissent ont offert un contexte fécond pour renouveler les pratiques pédagogiques et valoriser la relation formation-emploi dans le champ de la transition alimentaire.

Bibliographie

- Béchard Jean-Pierre et Pelletier Patrick. Développement des innovations pédagogiques en milieu universitaire : un cas d'apprentissage organisationnel. *Nouveaux espaces de développement professionnel et organisationnel*, 2001, p. 131-149.
- Béchard Jean-Pierre et Pelletier Patrick. Les universités traditionnelles : à l'heure des innovations pédagogiques ? *Gestion*, 2004, vol. 29, no 1, p. 48-55.
- Lemaître Denis. L'innovation pédagogique en question : analyse des discours de praticiens. *Revue internationale de pédagogie de l'enseignement supérieur*, 2018, vol. 34, no 34
- Pardo Rodrigo, Gonzalez Aja Teresa, et Garcia Arjona Noemí. ¿ Se puede realizar innovación educativa con grupos grandes ? In : *Jornada d'innovació docent UPC : presentació de resultats dels projectes de millora de la docència*. Universitat Politècnica de Catalunya. Institut de Ciències de l'Educació, 2012. p. 387-396.
- Viau Rolland. Chapitre 11. L'impact d'une innovation pédagogique : au-delà des connaissances et des compétences. In : *Innover dans l'enseignement supérieur*. Presses Universitaires de France, 2009. p. 181-198.
- Privas-Bréauté Virginie. D'"enseignant" à "facilitateur d'apprentissage": Retracer les contours de la profession d'enseignant de langues vivantes. 2013.

Équipe de recherche
Partenaires impliqués
Annexes

4. Équipe de recherche

- Nicolas d'Andrea – Maître de conférences à l'IUT Bordeaux Montaigne
Nicolas.dandrea@iut.u-bordeaux-montaigne.fr
- Benjamin Chambelland – post-doctorant UMR Passages – animateur du programme QualipSo
benjamin.chambelland@bordeaux.archi.fr
- Nathalie Corade – Maître de conférences à Bordeaux science Agro
nathalie.corade@agro-bordeaux.fr
- Bernard Davasse – Professeur à l'École Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage de Bordeaux
bernard.davasse@bordeaux.archi.fr
- Luc Greffier – Maître de conférences à l'IUT Bordeaux Montaigne
Luc.Greffier@iut.u-bordeaux-montaigne.fr
- Didier Laugaa – Maître de conférences à l'IUT Bordeaux Montaigne
Didier.laugaa@iut.u-bordeaux-montaigne.fr
- Grégoire Le Campion – Ingénieur de recherche à l'UMR Passages
Gregoire.LECAMPION@cnrs.fr
- Abdourahmane Ndiaye – Maître de conférences à l'IUT Bordeaux Montaigne
Abdourahmane.Ndiaye@iut.u-bordeaux-montaigne.fr
- Raphael Schirmer – Maître de conférences à l'Université Bordeaux Montaigne
Raphael.Schirmer@u-bordeaux-montaigne.fr
- Pascal Tozzi – Professeur des universités à l'IUT Bordeaux Montaigne
Pascal.TOZZI@cnrs.fr

5. Partenaires

Collectivités territoriales, organismes publics, services de l'Etat et financeurs

- Bassens, Lormont, Cenon, Floirac : élus et techniciens des services Environnement, Urbanisme, Education, Politique de la Ville, Transition écologique, Développement économique, Agenda 21
- Bordeaux : Opération de renouvellement urbain Benauges
- GPV Rive Droite
- Bordeaux Métropole : directions Habitat et Politique de la ville / Haute Qualité de Vie / Nature
- Département de la Gironde et Région Nouvelle Aquitaine
- DDTM, DRAAF, DREAL
- ANRU, Banque des Territoires, Ademe
- Fondation de France
- Bailleurs sociaux : Aquitanis, Domofrance, Énéal

Organismes d'appui et de recherche

- MEAD, maison de l'éducation à une alimentation durable et réseau Cantines Durables, Territoires engagés.
- CNRS et INRAE
- Université de Bordeaux Montaigne, ENSAPBx, Sciences Agro Bordeaux.
- Conseil consultatif de gouvernance alimentaire durable de Bordeaux Métropole (CCGAD)
- Réseau des acteurs inter PAT du Département de la Gironde
- Réseau des acteurs des démarches et projets alimentaires de territoire en Nouvelle Aquitaine animé par PQNA
- Chambre régionale d'agriculture, SAFER, Terre de liens

Acteurs publics et privés

- Cuisines centrales de Bassens et de Lormont et SIREC
- Epicerie sociale et solidaires de Cenon et Floirac
- Centres sociaux Unire, La Colline, DIDEE
- Groupes scolaires, centres de loisirs
- Tauziet & Co et Baluchon pour le projet Food Factory
- Associations le Bocal Local, Germaine veille, Amap les Gourmandignes, VRAC, Habitats des Hauts de Garonne, e-graine Aquitaine
- INFA – institut national de formation et d’application – Nouvelle Aquitaine
- Compost In Situ
- Micro-ferme de Floirac - association Conservatoire du goût.
- Entreprise adaptée Ho Travail
- ESAT Jacquemart
- Réseau Cocagne
- INAE

6. Annexes

Fichiers joints au présent rapport

- Calendrier du programme de recherche-action (2020-2022)
- Dossier de presse du Projet Alimentaire Territorial Rive Droite

QualipSo

Projet
soutenu par

Fondation
de
France

Jun 2022